

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 NOVEMBRE 2023

L'an deux-mille-vingt-trois, le vingt-huit novembre, le Conseil communautaire s'est réuni à vingt heures, dans les locaux du siège de la Communauté de Communes des Vallées de Thônes, sur convocation adressée à tous ses membres, le vingt-deux novembre précédent, par Monsieur Gérard FOURNIER-BIDOZ, Président en exercice de la Communauté de Communes des Vallées de Thônes.

Conseillers en exercice : 31

Présents : 25

ALEX : Claude CHARBONNIER, Catherine HAUETER

LA BALME-DE-THUY : Pierre BARRUCAND

LE BOUCHET-MONT-CHARVIN : Franck PACCARD

LES CLEFS : Sébastien BRIAND, Nathalie BULEUX

LA CLUSAZ : Pascale MEROTTO, Didier THEVENET

DINGY-SAINT-CLAIR : Laurence AUDETTE, Bruno DEMEIGNIL

LE GRAND-BORNAND : Jean-Michel DELOCHE, Hélène FAVRE BONVIN, André PERRILLAT-AMEDE

MANIGOD : Stéphane CHAUSSON

SAINT-JEAN-DE-SIXT : Danièle CARTERON, Didier LATHUILLE

SERRAVAL : Vincent HUDRY-CLERGEON

THÔNES : Grégory BAERT, Claude COLLOMB-PATTON, Benjamin DELOCHE, Amandine DUNAND, Rémi FARDIN, Chantal PASSET, Gaëlle VERJUS

LES VILLARDS-SUR-THÔNES : Gérard FOURNIER-BIDOZ

Pouvoirs : 4

Odile DELPECH-SINET à Gérard FOURNIER-BIDOZ, Isabelle LOUBET GUELPA à Stéphane CHAUSSON, Philippe ROISINE à Vincent HUDRY-CLERGEON, Nelly VEYRAT-DUREBEX à Benjamin DELOCHE

Absents : 2

Stéphane BESSON, Alexandre HAMELIN

Secrétaire de séance : Stéphane CHAUSSON

[DEL2023-080 - RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024](#)

ANNEXE 4 : Projet Rapport d'Orientation Budgétaire 2024

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2312-1 et L5211-36 ;

Vu la Loi Nouvelle Organisation de la République (NOTRe) en date du 7 août 2015 ;

Vu la loi de Programmation des Finances Publiques du 22 janvier 2018 et notamment le II de son article 13 posant de nouvelles règles relatives au Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) ;

Vu le projet de Loi de finances pour 2024 ;

Vu les avis de la Commission Finances et du Bureau du 14 novembre 2023 ;

Vu l'avis du Bureau du 20 novembre 2023 ;

Les articles L2312-1 et L5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que le Président de l'EPCI présente à l'organe délibérant, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure de la dette.

Ce rapport doit contenir :

- Les orientations budgétaires envisagées par la collectivité portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres ;
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme ;
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.
 - Les orientations visées préalablement devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget ;
 - Dans les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 10 000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, le rapport comporte également les informations relatives :
 - à la structure des effectifs ;
 - aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
 - à la durée effective du travail.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) est venu modifier les articles du Code Général des Collectivités Locales relatifs au débat d'orientation budgétaire (DOB). Il est ainsi précisé que l'assemblée délibérante doit désormais prendre acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB par une délibération qui doit faire l'objet d'un vote.

D'autre part, l'article 13 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 a introduit de nouvelles règles concernant le débat d'orientation budgétaire : « Chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;
- L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes ».

Les éléments de contexte budgétaire national et local, la situation de la Communauté de Communes des Vallées de Thônes ainsi que les orientations budgétaires pour l'exercice 2023 et suivants sont retracées dans le rapport d'orientations budgétaires ci-joint.

La parole est donnée à M. GREGOIRE de la Société "Public Impact Management" (PIM) qui accompagne la collectivité dans sa gestion financière, pour que soient données au préalable à la connaissance des élus quelques éléments cadres :

- Le contexte économique international et national,
- La situation des finances publiques,
- Le projet de Loi de finances 2024.

Il est ensuite présenté une analyse financière consolidée du territoire, basée sur les charges et produits de gestion des budgets principaux de la CCVT et de ses communes membres (hors budgets annexes). Les indicateurs financiers montrent que le territoire dispose de marges de manœuvre : Capacité d'autofinancement (CAF) positive, dette contenue au regard de la CAF, effort d'investissement en hausse depuis 2017.

Vient la présentation des résultats estimés pour l'année 2023 et l'évolution sur les trois dernières années des soldes de gestion qui tendent à se redresser en raison d'une dynamique des produits de gestion et d'une évolution plus faible des charges de gestion. Les marges de manœuvre de la CCVT sont reconstituées pour partie, dans un contexte de hausse des taux de fiscalité.

Les nouvelles orientations budgétaires 2024 devront prendre en compte :

- La rationalisation des dépenses : le budget 2024 devra continuer d'inscrire des dépenses réelles à engager au plus juste et s'approcher d'un taux de réalisation optimale. Il devra poursuivre la gestion pluriannuelle des projets de fonctionnement (AE/CP) et d'investissement (AP/CP) et le montant des subventions devra être revu à la baisse ;
- Une optimisation des recettes à opérer via une ingénierie financière (recherche de subventions), une formalisation de la mutualisation et la poursuite d'un rééquilibrage des taux de fiscalité ;

- Une démarche prospective: mise en place d'un PPI (Plan Pluriannuel d'Investissement) sur les budgets annexes en 2024, actualisation de celui du budget principal et poursuite de la stratégie fiscale lissée sur plusieurs années en adéquation avec les stratégies bancaires.

Il est ensuite rappelé les actions engagées autour de 7 orientations stratégiques :

- Axe 1 – Aménagement équilibre
- Axe 2 - Economie
- Axe 3 - Tourisme
- Axe 4 – Mobilité
- Axe 5 – Patrimoines naturels et culturels
- Axe 6 – Transition écologique et énergétique
- Axe 7 – Cohésion sociale

Madame Laurence AUDETTE félicite l'équipe de la CCVT pour la réalisation des taux budgétaires.

Fiscalité

Parmi les différentes simulations de hausse des taux de la fiscalité, le bureau communautaire proposera à la prochaine séance du Conseil, celle de +20% au vu des projets inscrits à la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI). Les hausses opérées par l'EPCI doivent être mises en perspective avec les taux appliqués dans les communes pour contenir l'effort fiscal du territoire.

Monsieur Claude COLLOMB-PATTON : au vu des différentes perspectives financières, il ressort l'impossibilité pour l'EPCI de porter seul le financement et le fonctionnement des équipements sportifs et culturels sauf augmentation trop importante de la fiscalité. La piste d'un cofinancement communes-EPCI pourrait être étudiée pour réaliser ces projets d'envergures.

Mutualisation

Madame Laurence AUDETTE apporte une précision sur la mutualisation des services aux communes assurés par l'EPCI. La refacturation des charges relevant de la compétence des communes et supportées par l'EPCI n'a pas été à ce jour actée et n'est qu'au stade d'étude.

A ce propos, Monsieur André PERRILLAT-AMEDE souligne le besoin d'un agent de prévention mutualisé en remplacement de Mme Laure GAGNEUX qui a quitté les effectifs de la CCVT au 31-12-2021.

Un recensement des besoins collectifs à l'échelle des 12 communes est actuellement en cours auprès de l'ensemble des Directeurs Généraux des Services.

Mobilité

Il est précisé que le budget annexe Mobilité est financé par une subvention d'équilibre du budget principal qu'il conviendra de réactualiser chaque année dans des proportions raisonnables (environ +5%/an maximum). En effet, cette subvention (1 000k€ proposé en 2024) vient restreindre d'autant la capacité d'autofinancement du budget principal.

Au vu des hypothèses prospectives et des simulations financières présentées pour chacun des budgets et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientations budgétaires, préalablement au vote des budgets 2024.

Le Président
Gérard FOURNIER-BIDOZ

Le Secrétaire de séance
Stéphane CHAUSSON



A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Stéphane CHAUSSON.

Délibération transmise en Préfecture le 15.12.2023
Publiée le 15.12.2023

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2024

Conseil communautaire - 28 Novembre 2023

Ordre du jour

- Contexte économique International et National
- Situation des finances publiques et du projet de Loi de Finances 2024
- Éléments d'analyse financière consolidée du territoire
- Comptes prévisionnels 2023 de la CCVT
- Prospective financière de la CCVT 2024-2029
- Orientations budgétaires 2024 de la CCVT
- Informations complémentaires

Le ROB – rapport sur les orientations budgétaires - est défini à l'article L2312-1 du CGCT

- Il doit contenir :

- 1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.
- 2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- 3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.
 - Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.
 - Dans les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 10 000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, le rapport comporte également les informations relatives:
 - à la structure des effectifs ;
 - aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
 - à la durée effective du travail.

Le ROB – rapport sur les orientations budgétaires - est défini à l’article L2312-1 du CGCT

- **La Loi de programmation des finances publiques 2018-2022 du 22 janvier 2018 a introduit deux nouveautés (article 13) :**
 - « II. - A l’occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :
 - 1° L’évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;
 - 2° L’évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.
 - Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l’ensemble des budgets annexes.

→ Il doit être présenté devant l’organe délibérant dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

1. LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

L'économie mondiale devrait connaître à nouveau un ralentissement en 2023, évolution qui devrait se poursuivre en 2024... mais de nombreuses incertitudes demeurent

Croissance (% PIB)

| | 2022 | 2023 (projection) | 2024 (projection) |
|----------------|-------------|----------------------|----------------------|
| France | 2,5% | 1% | 1,2% |
| Allemagne | 1,9% | -0,2% | 0,9% |
| Zone Euro | 3,4% | 0,6% | 1,1% |
| Royaume Uni | 4,1% | 0,3% | 0,8% |
| Chine | 3% | 6,1% | 4,6% |
| Etats-Unis | 2,1% | 2,2% | 1,3% |
| Monde | 3,3% | 3% | 2,7% |

- **La conjoncture mondiale s'inscrit dans un contexte de ralentissement économique**, après le rebond post COVID : -0,3 point en 2023 puis à nouveau -0,3 point en 2024.
- **Les facteurs explicatifs sont multiples** : hausse des prix de l'énergie, inflation demeurant élevée sur les autres matières et les services, hausse des taux d'intérêt, tensions commerciales accentuées et crises géopolitiques persistantes.
- **L'ampleur de la décélération demeure incertaine pour 2024**
 - Quels seront les impacts des crises géopolitiques sur les prix ?
 - Les taux d'intérêt ont-ils atteint un plus haut en 2023 ? Demeureront-ils au même niveau ou baisseront-ils ?
 - Comment évolueront les tensions commerciales ?
 - Le contexte électoral des Etats-Unis jouera-t-il un rôle (risque de blocage financier au niveau fédéral, exacerbation des tensions commerciales et/ou géopolitiques, etc.)

Source : OCDE (juin 2023)

L'inflation est redevenue un sujet majeur de préoccupation : rebond spectaculaire en 2022, décélération en 2023 et 2024 est incertaine (en lien notamment avec les évènements géopolitiques)

| | Inflation (%) | | |
|--------------|---------------|----------------------|----------------------|
| | 2022 | 2023 (projection) | 2024 (projection) |
| France | 5,9% | 5,8% | 2,9% |
| Allemagne | 8,7% | 6,1% | 3% |
| Zone Euro | 8,4% | 5,5% | 3% |
| Royaume Uni | 9,1% | 7,2% | 2,9% |
| Chine | 1,9% | 0,5% | 1,3% |
| Etats-Unis | 6,3% | 3,8% | 2,6% |
| Monde | 7,8% | 6% | 4,8% |

- L'accélération de l'inflation en 2022 a constitué un évènement majeur dans les pays occidentaux ; perçue au départ comme conjoncturelle, elle apparaît aujourd'hui comme structurelle, engendrant des conséquences bien plus profondes : hausse durable des taux d'intérêts, impact sur des secteurs clés des économies très dépendantes des financements bancaires, hausse du service de la dette des pays dont la dette est élevée, baisse parfois significative du pouvoir d'achat et effet négatif sur la croissance, etc.
- Si une décélération de l'inflation est anticipée, les incertitudes restent fortes concernant 2024 :
 - Comment évolueront les prix de l'énergie et notamment ceux du pétrole, compte tenu des tensions géopolitiques et de la baisse tendancielle de la production ?
 - Comment évolueront les autres prix, face aux mêmes tensions géopolitiques mais aussi commerciales
 - Quelle sera l'action des banques centrales, confrontées à la volonté de limiter l'inflation mais également confrontée à la décélération marquée de la croissance économique

Source : OCDE, juin 2023

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

L'économie française a connu en 2023 une croissance économique plus forte qu'anticipée, malgré une inflation marquée et une hausse nette des taux d'intérêt ; l'accroissement des difficultés des entreprises ne s'est pas traduit pour le moment par une hausse du chômage

- **Chômage :**

- L'emploi a évolué favorablement en 2022, mieux qu' anticipaient les prévisionnistes : le nombre de demandeurs d'emplois a baissé de 9,4% pour la catégorie A et de 5,2% pour les catégories A, B et C. Le taux de chômage mesuré au 3ème trimestre 2022 atteignait 7,3% (à comparer avec un taux de 6% à l'échelle de l'OCDE).
- Les dernières statistiques de l'INSEE montrent une hausse du nombre de demandeurs d'emplois. Préfigurent-elles un renversement de tendance ?

- **Taux d'intérêt :**

- Les taux d'intérêt ont à nouveau augmenté en 2023 : +1,66 point pour l'euribor 3 mois entre janvier et octobre 2023 ; cette hausse a eu un impact d'ores et déjà fort sur des secteurs clés, tel l'immobilier (la hausse des taux s'est accompagnée d'un durcissement des conditions de crédit et d'un accès plus limité aux financements bancaires)
- Pour autant, les taux réels (taux diminués de l'inflation) demeurent négatifs

| | octobre-21 | octobre-22 | janvier-23 | octobre-23 | avril 2024 (anticipations) |
|-----------------------|------------|------------|------------|------------|-------------------------------|
| Euribor 3 mois | -0,55% | 1,44% | 2,19% | 3,85% | 3,92% |
| Euribor 12 mois | -0,48% | 2,62% | 3,32% | 4,23% | 3,68% |
| TEC 10 | 0,16% | 2,75% | 2,88% | 3,39% | 3,63% |
| Taux de change \$ / € | 1,16 | 1,02 | 1,06 | 1,06 | 1,07 |

- Les anticipations pour 2024 font apparaître une possible stabilité, ce qui semble exclure une baisse significative ; la politique des banques centrales demeure prioritairement orientée vers la lutte contre l'inflation... mais la décélération de la croissance (qui militerait en faveur d'une détente des taux d'intérêt) amènera-t-elle à un infléchissement de cette politique ?

Sources : LFT - INSEE

2. LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES ET LES LOIS DE FINANCES

LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES ET LES LOIS DE FINANCES

Les collectivités locales ont vu leur situation financière se stabiliser en 2022, année marquée par l'accélération de l'inflation et la hausse des taux d'intérêt

La situation des finances publiques ne s'est pas améliorée en 2023: le déficit public global est passé de 4,8 à 4,9% du PIB, les dépenses publiques ayant été plus fortes qu'anticipé (impact des mesures anti-inflation mais aussi de la hausse des taux d'intérêt un point de hausse des taux entraînant une hausse de plus de 20 Mds d'euros du déficit de l'Etat)

Il faut noter que le redressement des finances publiques programmé d'ici 2027, repose fortement sur l'Etat (effort de 1,3 point de PIB) mais aussi sur les collectivités locales (0,7 point)

D'ores et déjà, les prévisions établies par l'Etat en septembre 2023 semblent optimistes au regard notamment d'une croissance faible (impactant les recettes) et du niveau des taux d'intérêt.

En 2023, les collectivités devraient connaître un effet-ciseaux : les dépenses de fonctionnement augmenteraient plus fortement que les recettes ; l'autofinancement diminuerait.

Le recours accru à l'endettement aboutirait à une hausse de la dette.

Ces évolutions seraient toutefois différentes selon les catégories de collectivités locales ; les départements pourraient ainsi faire face à des tensions fortes sur leur fonctionnement : hausse des dépenses sociales, impact négatif du retournement du marché immobilier sur les droits de mutation et absence de levier fiscal.

Communauté de communes des Vallées de Thônes – Rapport sur les orientations

| Besoin de financement % PIB | 2022 | 2023 | 2024 | 2027 |
|--|---------------------------------|--------------------------|-------------------------------|-------------|
| Etat | -5,2 | -5,4 | -4,7 | -4,1 |
| Organismes de Sécurité sociale | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 1 |
| Collectivités locales (APUL) | 0 | -0,3 | -0,3 | 0,4 |
| TOTAL | -4,8 | -4,9 | -4,4 | -2,7 |
| Dette publique (% PIB) | | | | |
| Montants financiers (Mds€) et évolutions en % (22-23) - prévisions | Dépenses de fct 2023 (év.22-23) | Epargne brute (év 22-23) | Encours de dette (évol.22-23) | |
| Communes | 82,8 (+5,5%) | 13,1 (-2,6%) | 66,6(+1,6%) | |
| EPCI à fiscalité propre | 44,9 (+5,6%) | 6,9 (+0,3%) | 29,5(+2,7%) | |
| Départements | 63,4 (+3,9%) | 7,6 (-31,2%) | 30,7(-0,5%) | |
| Régions et CTU | 24,5 (+4,6%) | 6,3 (-1,7%) | 35,4(+3,4%) | |

Données prévisionnelles 2023 pour les communes et EPCI à fiscalité propre – Note de conjoncture Banque Postale / focus sur le fonctionnement

Les communes :

- La hausse des charges à caractère général (les plus touchées par l'accélération de l'inflation) est à nouveau forte en 2023 (+9%)
- Les charges de personnel, également dynamiques, ont été impactées à la fois par la hausse en année pleine du point d'indice 2022 et par la hausse du point d'indice 2023 de 1,5% pour une demi-année (effective au 1^{er} juillet)
- La hausse des recettes fiscales est encore forte (notamment du fait de la revalorisation des bases de 7,1%)
- Les produits des services ont augmenté, mais moins que l'inflation (3,6%)

Communes

| Postes | 2022 Ms€ | 2023 Md€ | 2022(23) évolution en % |
|--|-------------|-------------|----------------------------|
| Dépenses de fonctionnement | 78,5 | 82,8 | +5,5% |
| Dont charges de personnel | 42,1 | 44 | +4,5% |
| Charges à caractère général | 19,6 | 21,4 | +9% |
| Dépenses d'intervention (dont subv-contributions) | 13,7 | 14,2 | 3,5% |
| Recettes de fonctionnement | 91,9 | 95,9 | +4,3% |
| Recettes fiscales | 60,9 | 63,8 | +4,7% |
| Dotations et compensations fiscales | 15,9 | 16,4 | +2,9% |
| Produits des services | 6,9 | 7,1 | +3,6% |

Données prévisionnelles 2023 pour les communes et EPCI à fiscalité propre – Note de conjoncture Banque Postale / focus sur le fonctionnement

EPCI à fiscalité propre

Les EPCI à fiscalité propre :

- La hausse des charges à caractère général (les plus touchées par l'accélération de l'inflation) est particulièrement forte (+12,5%)
- Les charges de personnel ont également augmenté : +6,5% (cette hausse ne s'expliquant pas seulement par la hausse du point d'indice)
- La hausse des recettes fiscales est forte, poussée par la revalorisation des bases et le dynamisme des recettes de TVA en particulier
- Les dotations et participations ont peu évolué (notamment au regard de l'inflation (+,5%), à la différence des produits des services (+4,9%)

| Postes | 2021 Ms€ | 2022 Md€ | 2021-22 évolution en % |
|--|-------------|-------------|---------------------------|
| Dépenses de fonctionnement | 42,5 | 44,9 | +5,6% |
| Dont charges de personnel | 11,4 | 12,1 | +6,5% |
| Charges à caractère général | 7,8 | 8,8 | +12,5% |
| Dépenses d'intervention (dont subv-contributions) | 9,1 | 9,7 | +5,5% |
| Recettes de fonctionnement | 49,4 | 51,8 | +4,9% |
| Recettes fiscales | 32 | 34,2 | +6,6% |
| Dotations et compensations fiscales | 9,7 | 9,9 | +1,5% |
| Produits des services | 3,5 | 3,7 | +4,9% |

Principales dispositions du Projet de Loi de Finances pour 2024 concernant le bloc communal

Article 7 : aménagement des dispositifs fiscaux de soutien au développement des territoires ruraux et prorogation des dispositifs fiscaux de soutien à la politique de la ville et au développement des territoires en reconversion

Les ZRR, BER et Zorcomir (dispositifs prévoyant des exonérations d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux pour certains territoires) sont remplacées par « France ruralités revitalisation ». Leur harmonisation et leur rationalisation est prévue. Ces dispositions seront applicables à compter du 1^{er} juillet 2024. Les actuels régimes sont prorogés jusqu'au 30 juin 2024.

Article 8 : décalage de la suppression totale de la CVAE pour les entreprises

Initialement prévue en 2024, la CVAE ne sera supprimée en totalité pour les entreprises qu'en 2027 ; son taux sera réduit chaque année (0,28% en 2024 par exemple). **Trop perçue par les CT, rattrapage en 2024**

Article 9 : encadrement de l'IFER fixe

Plafonnement au profit des opérateurs Telecom ; les régions ne seront pas impactées selon le gouvernement.

Article 52 : prolongation temporaire du bouclier tarifaire sur l'électricité et modification des conditions d'établissements des tarifs réglementés de vente de l'électricité

Prolongation possible du bouclier en 2024 (limitation de la hausse programmée le 1^{er} février 2024)

Article 11 : adaptation des tarifs d'accise sur les énergies

Maintien pour la période du 1^{er} février 2024 au 31 janvier 2025 du tarif d'accise au minimum requis à l'échelle européenne, afin de ne pas trop impacter les consommateurs d'électricité en cours de sortie du bouclier tarifaire. L'Etat estimé à 8,9 Mds€ l'effort financier sur ce point.

Article 16 : réforme des redevances des agences de l'eau – Plan Eau

Création d'une redevance sur la consommation d'eau potable et de deux redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et d'assainissement collectif (dues par les communes et EPCI). Renforcement de la redevance pollution.

Article 25 : compensation des pertes de recettes liées à l'extension de la taxe sur les logements vacants

L'extension de la taxe sur les logements vacants entraîne la suppression de la TH sur les logements vacants pour les communes et EPCI. La possibilité de mettre en place la majoration de la TH des résidences secondaires ne permet pas toujours de générer un produit équivalent. C'est ici qu'intervient cette compensation mise en place en 2024 (montant global de 24,7 M€).

Revalorisation des valeurs locatives en 2024 : à fin octobre l'indice INSEE applicable (en réalité, c'est l'indice de novembre à novembre qui sera pris en compte) augmente de 4,5%

Principales dispositions du Projet de Loi de Finances pour 2024 concernant le bloc communal

Légère hausse de la dotation globale de fonctionnement (27,15 milliards d'euros) – Article 24

- La DGF est abondée de 213,7 M€ en 2023 (soit +0,8%), +222,5 M€ à périmètre constant
- Pour le bloc communal, les deux principaux concours de péréquation (DSU, DSR) augmentent : 90 millions d'euros pour la DSUCS et de 100 millions pour la DSR ; la dotation d'intercommunalité est majorée de 30 M€, sans compter une majoration de 60 M€ issue du prélèvement sur la dotation de compensation.
- L'abondement de la DGF est financé par l'activation de variables d'ajustements :
 - Le Comité des Finances locales aura à se prononcer sur ce point
 - Régions : 30 M€
 - Départements : 10 M€
 - Bloc communal : 27 M€

| Quelques données sur les dotations et subventions d'Etat aux CL | Montants PLFI 2024 |
|---|-----------------------------------|
| DGF globale (hors régions) | 27,15 Mds€ |
| Dotations de péréquation communes (DNP, DSU et DSR) | 5,7 Md€ (+190 M€) |
| Dotations d'investissement (bloc communal et départements) | 4,28 Mds€ contre 4,37 Mds en 2023 |

DGF : dotation globale de fonctionnement
 DSU : dotation de solidarité urbaine
 DSR : dotation de solidarité rurale
 DNP : donation nationale de péréquation
 DSIL : dotation de soutien à l'investissement local
 DETR : dotation d'équipement des territoires ruraux
 DCUSTP : dotation unique des compensations spécifiques de la taxe professionnelle
 DCRTP : dotation de compensation liée à la réforme de la taxe professionnelle
 CP : crédits de paiement

Principales dispositions du Projet de Loi de Finances pour 2024 concernant le bloc communal

Suppression de la compensation part salaires résiduelle perçue par les communes (article 56)

Certaines communes perçoivent encore une « CPS résiduelle ».

Le PLF prévoit l'attribution intégrale de cette compensation aux EPCI.

En contrepartie, afin d'assurer la neutralité de cette mesure, un reversement automatique par les EPCI aux communes sera opéré.

Modification des modalités de répartition des dotations de péréquation communales (article 56)

Modalités d'éligibilité à la dotation « cible) : l'indicateur « revenu imposable » sera dorénavant calculé via une moyenne sur 3 ans afin de limiter les effets de variations annuelles de cet indicateur (pour les petites communes).

Pour les communes perdant le bénéfice de la DNP – majoration, instauration pour un an d'une garantie égale à la moitié du montant perçu l'année précédente.

Dotation des communes nouvelles (art. 56)

- Modalités de calcul de la DGF pour les communes issues de la « défusion » d'une commune nouvelle (alignement sur le droit existant)

national

- Garantie de non-baisse des attributions perçues par les communes nouvelles éligibles deux années de suite au titre de la DSU applicable aux communes nouvelles dont au moins l'une des communes fusionnées était éligible à la DSU l'année précédant la fusion.

Dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales : réforme de la dotation (article 57)

100 M€ attribués à cette dotation

Modalités de répartition de la dotation pour les titres sécurisés (article 58)

Dotation portée de 52,4 à 100 M€. Les modalités de répartition seront précisées par décret.

Réforme de la dotation particulière élus locaux (article 59)

Evolution des modalités d'attribution : permet de prendre en charge la revalorisation des indemnités des maires et adjoints, ainsi que d'autres modifications. Extension à toutes les communes de moins de 10 000 habitants.

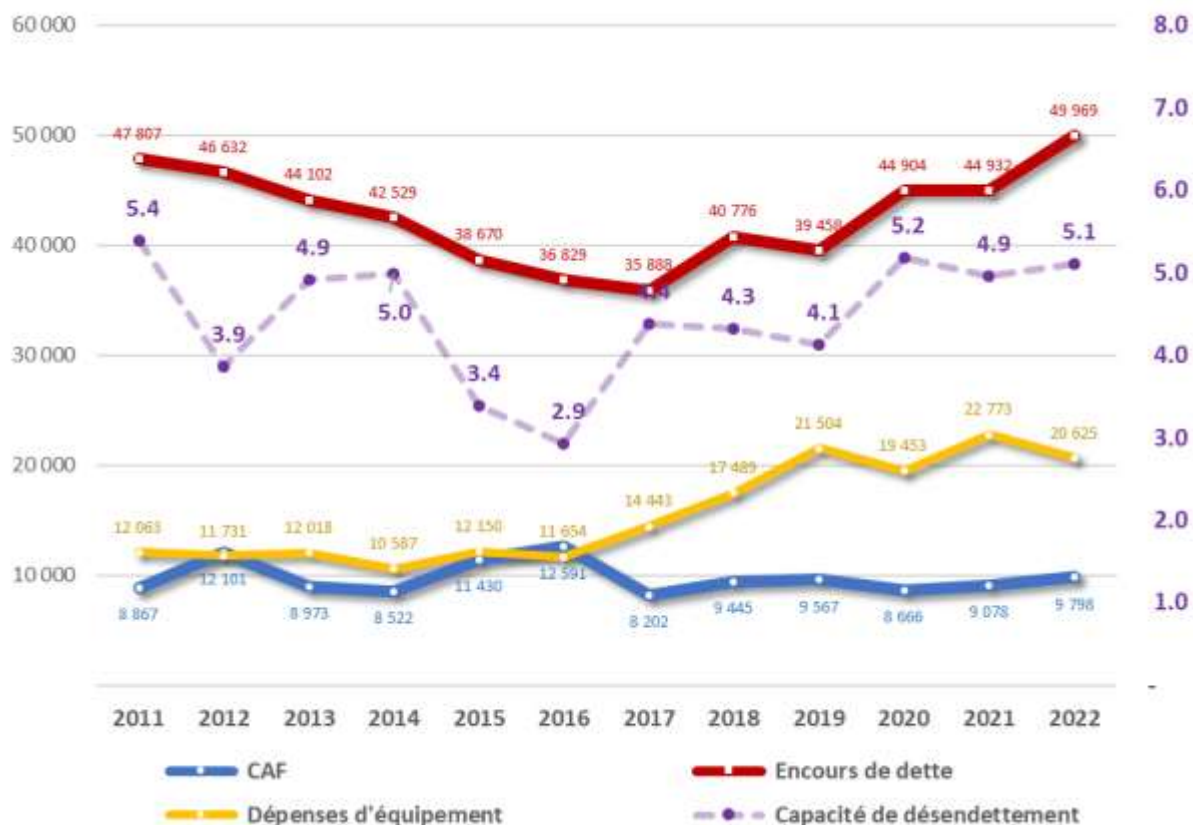
La mise en place d'une démarche de budgétisation verte sera obligatoire pour les collectivités de plus de 3 500 habitants + facultatif : identifier la part de la « dette verte ».

3. ÉLÉMENTS D'ANALYSE FINANCIÈRE CONSOLIDÉE DU TERRITOIRE

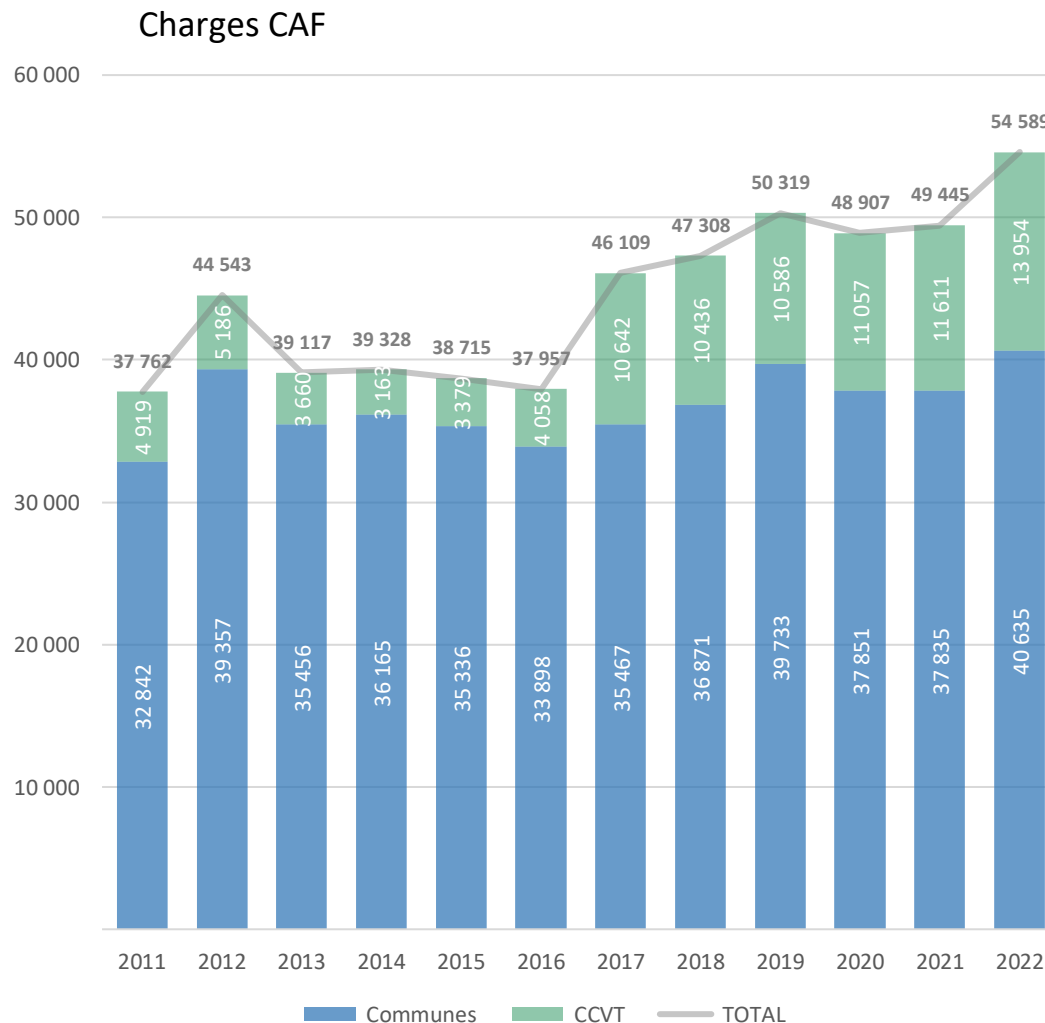
Cette analyse est basée sur l'exploitation des comptes de gestion de la CCVT et de ses communes membres (données DGFIP – budgets principaux uniquement)

Elle vise à proposer un éclairage sur la situation financière du territoire dans son ensemble au travers de quelques indicateurs

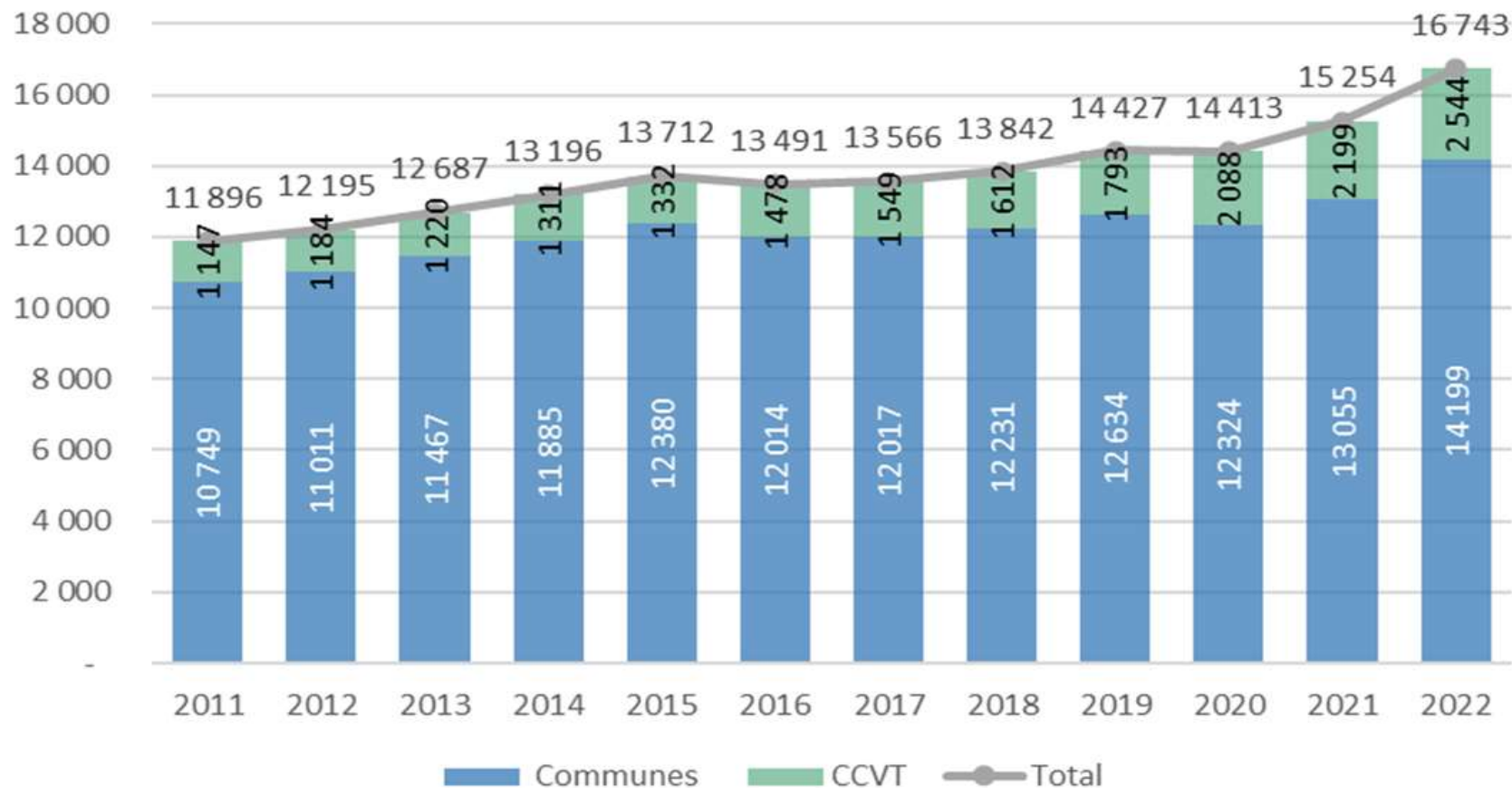
Un premier graphique : quelques indicateurs financiers montrent que le territoire dispose de marges de manœuvre (CAF positive, dette contenue au regard de la CAF, effort d'investissement en hausse depuis 2017)



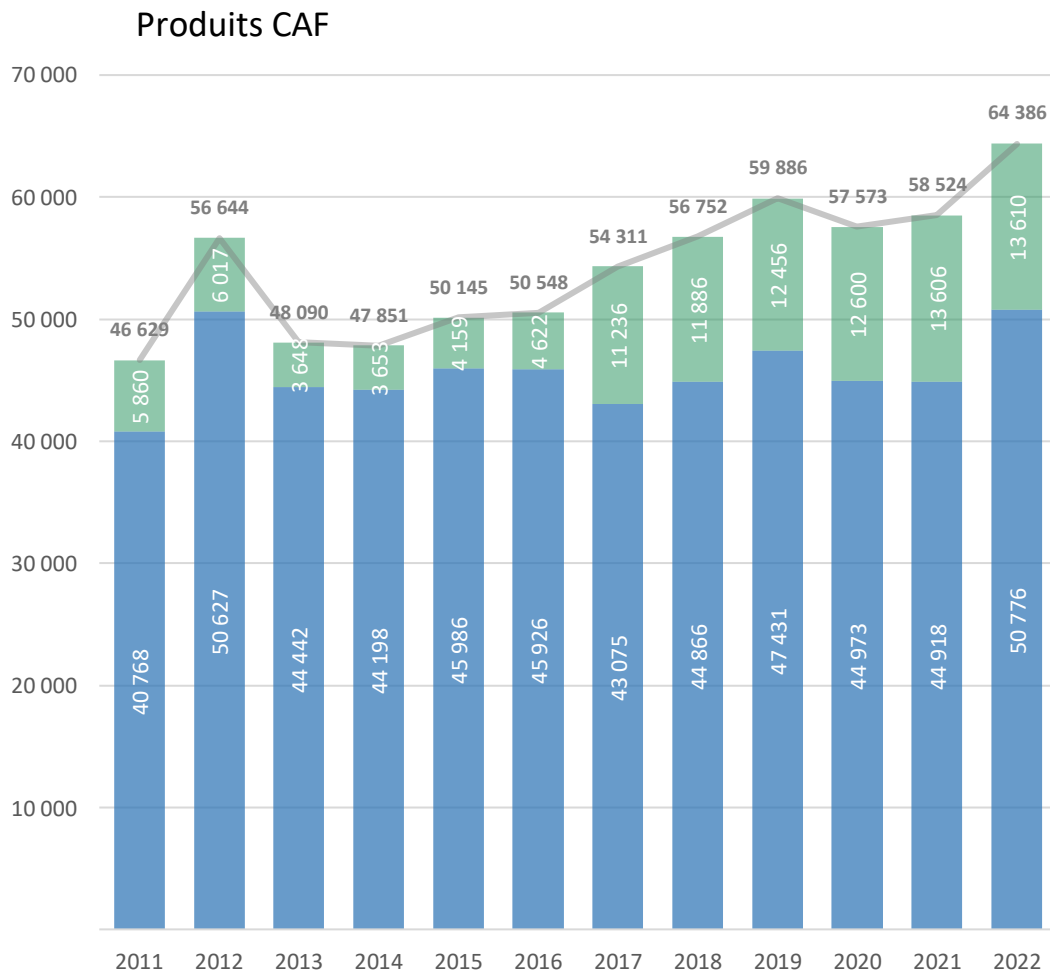
Les charges de fonctionnement incluses dans la CAF (hors amortissements et autres opérations d'ordre): la traduction de la montée en puissance de la CCVT sans que les charges des communes diminuent (peu de transferts de charges)



Evolution consolidée des charges de personnel (chap 012)

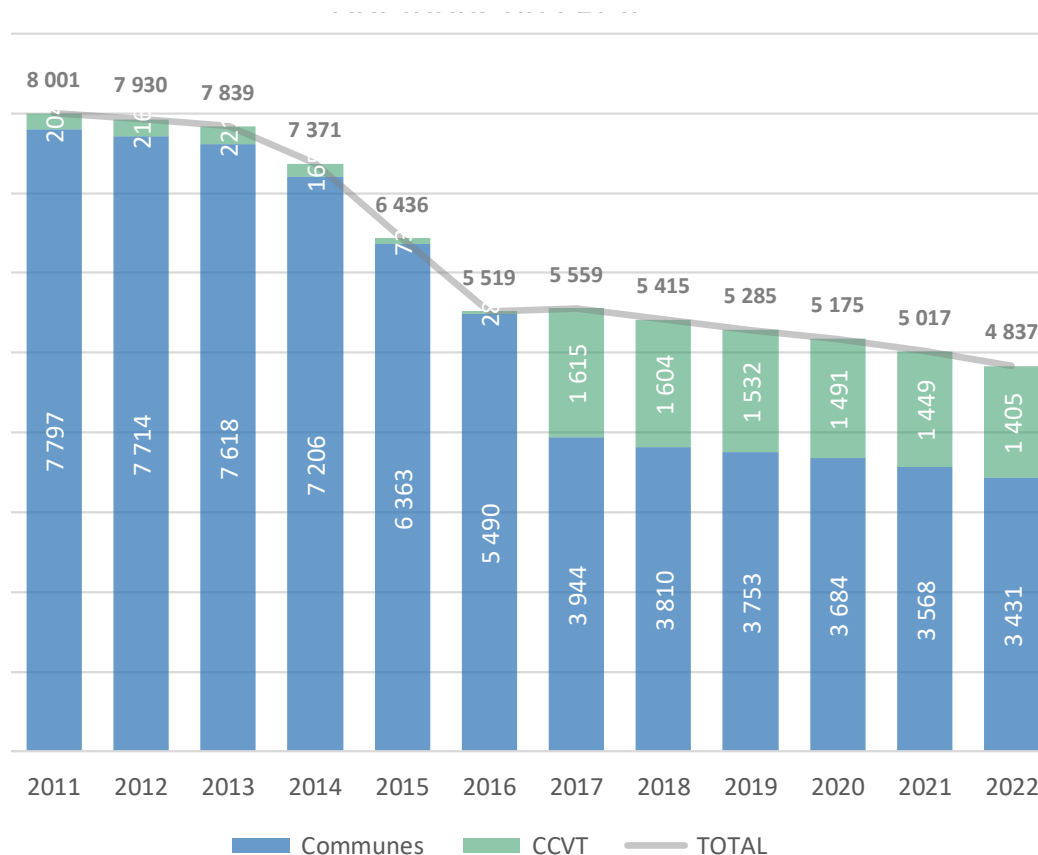


Les produits inclus dans la CAF (hors cessions et op. d'ordre) : la montée en puissance de la CCVT est également perceptible ici ; la mise en place de la FPU a généré une hausse des ressources globales ; la baisse des dotations a fortement impacté le territoire (entre 2013 et 2017)



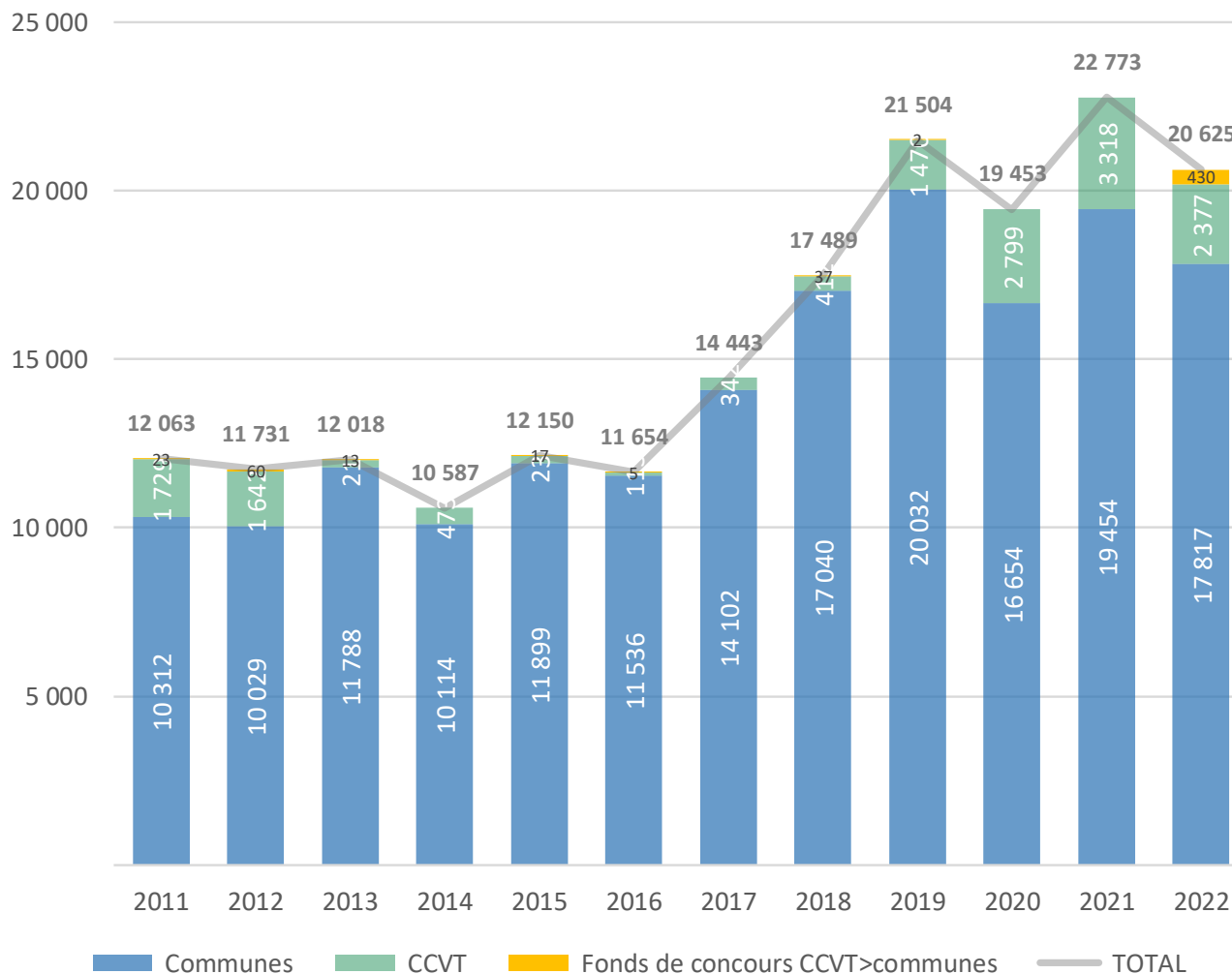
UNE ANALYSE FINANCIÈRE DU TERRITOIRE CCVT (CCVT + COMMUNES)

Les dotations d'Etat : le territoire a été fortement impacté par la baisse des dotations, baissé qui ne s'est pas arrêtée en 2017 ; les communes ont supporté l'essentiel de cette baisse. La FPU a généré un transfert entre communes et CCVT (dotation de compensation), les communes étant compensées via l'attribution de compensation.



UNE ANALYSE FINANCIÈRE DU TERRITOIRE CCVT (CCVT + COMMUNES)

Investissement

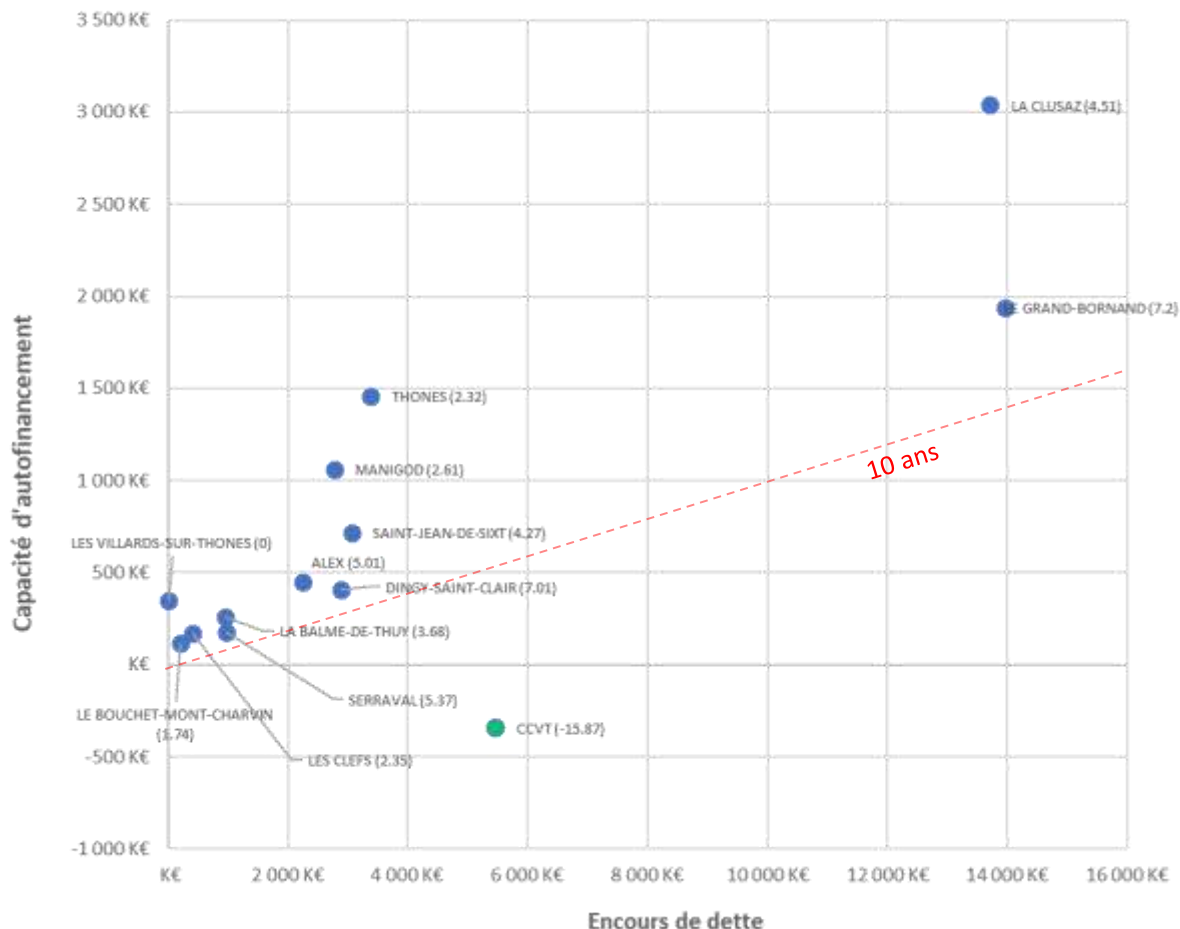


L'investissement territorial : il repose essentiellement sur les communes malgré la montée en puissance de la CCVT depuis 2018

2022

L'endettement des entités du territoire :
la CCVT est la seule entité du territoire à dépasser fin 2022 le seuil de 10 années d'endettement (dette du budget principal)

Les situations communales sont diverses.



$$\text{Effort fiscal} = \frac{\text{Bases x taux de la collectivité}}{\text{Bases x taux moyens nationaux}} = \frac{98}{100} = 0,98$$

Comparaison des taux de fiscalité des EPCI de Haute Savoie (données fiscales 2022)

| EPCI / données DGFIP 2022 | régime fiscal | Cat EPCI | Taux de foncier non bâti | Taux de foncier bâti | Taux de taxe d'habitation | Taux de CFE unique | CIF | Effort fiscal agrégé |
|-----------------------------------|---------------|-----------|--------------------------|----------------------|---------------------------|--------------------|--------------|----------------------|
| CA Annemasse-Les Voirons-Agglom | FPU | CA | 2,82 % | 0,00 % | 8,34 % | 23,80 % | 48,8% | 96,9% |
| CA du Grand Anney | FPU | CA | 6,40 % | 1,69 % | 7,25 % | 23,95 % | 24,7% | 91,8% |
| CA Thonon Agglomération | FPU | CA | 3,00 % | 2,39 % | 7,34 % | 26,41 % | 40,1% | 95,9% |
| CC Arve et Salève | FPU | CC | 2,44 % | 0,00 % | 6,38 % | 21,91 % | 37,7% | 87,4% |
| CC Cluses-Arve et Montagnes | FPU | CC | 4,70 % | 0,86 % | 1,23 % | 20,70 % | 18,0% | 86,9% |
| CC Faucigny Glières | FPU | CC | 3,05 % | 3,00 % | 6,47 % | 21,67 % | 53,5% | 90,9% |
| CC de la Vallée de Chamonix-Mont- | FPU | CC | 2,92 % | 0,37 % | 7,04 % | 29,33 % | 59,4% | 97,1% |
| CC de la Vallée Verte | FPU | CC | 44,90 % | 6,77 % | 10,06 % | 23,47 % | 52,4% | 96,6% |
| CC des Montagnes du Giffre | FPU | CC | 13,36 % | 2,38 % | 3,51 % | 30,46 % | 32,8% | 107,4% |
| CC des Quatre Rivières | FPU | CC | 13,74 % | 2,69 % | 4,07 % | 27,16 % | 35,2% | 92,1% |
| CC des Sources du lac d'Annecy | FPU | CC | 18,88 % | 3,14 % | 4,39 % | 23,89 % | 30,1% | 94,9% |
| CC des Vallées de Thônes | FPU | CC | 5,80 % | 1,34 % | 1,90 % | 26,61 % | 18,0% | 98,2% |
| CC du Genevois | FPU | CC | 10,51 % | 2,66 % | 3,88 % | 22,44 % | 41,8% | 78,1% |
| CC du Haut-Chablais | FPU | CC | 24,65 % | 5,39 % | 6,12 % | 26,56 % | 36,1% | 104,3% |
| CC du Pays de Cruseilles | FPU | CC | 45,87 % | 8,08 % | 12,10 % | 24,07 % | 70,8% | 85,0% |
| CC du Pays Rochois | FPU | CC | 15,85 % | 3,76 % | 4,80 % | 23,22 % | 35,9% | 76,8% |
| CC Fier et Ussets | FPU | CC | 22,56 % | 4,49 % | 5,61 % | 27,12 % | 37,7% | 106,7% |
| CC Pays d'Evian Vallée d'Abondanc | FPU | CC | 12,98 % | 2,65 % | 3,73 % | 24,20 % | 28,9% | 96,5% |
| CC Rumilly Terre de Savoie | FPU | CC | 12,82 % | 3,51 % | 5,32 % | 26,43 % | 27,4% | 91,9% |
| MEDIANES | | | 12,82 % | 2,66 % | 5,61 % | 24,07 % | 36,1% | 94,9% |
| sont exclus les EPCI hors FPU : | | | | | | | | |
| CC Ussets et Rhône | FPZ | CC | 9,23 % | 1,83 % | 3,15 % | 0,00 % | 42,4% | 77,2% |
| CC Pays du Mont-Blanc | FPA | CC | 7,01 % | 1,68 % | 2,08 % | 0,00 % | 17,0% | 102,8% |

Le territoire CCVT se distingue par un CIF faible (18% face à une médiane de 36%), une pression fiscale un peu plus élevée que la médiane (avant la hausse des taux de 2023 (effort fiscal agrégé de 98% et taux de CFE de 26,61%))

4. LA SITUATION FINANCIÈRE ET BUDGÉTAIRE DE LA CCVT EN 2023 (CA PRÉVISIONNEL)

RÉSULTATS ESTIMATIFS CONSOLIDÉS EN 2023



Résultats budgétaires 2023 prévisionnels de la CCVT – budget principal et budgets annexes

| | 2023 | 2023 | 2023 | 2023 |
|--|------------------|------------------|--------------------|--------------------|
| Fonctionnement | Budget principal | BA OM | BA MOBILITE | Budgets consolidés |
| Recettes de fonctionnement | 15 541 896 | 4 087 417 | 2 740 710 | 22 370 023 |
| Dépenses de fonctionnement | 15 077 567 | 4 071 515 | 3 100 338 | 22 249 420 |
| A = Solde d'exécution de l'exercice | 464 329 | 15 902 | - 359 628 | 120 603 |
| B = Résultat antérieur reporté (002) | 2 428 982 | 851 178 | 441 526 | 3 721 686 |
| C = A+B = Résultat de fonctionnement | 2 893 311 | 867 080 | 81 898 | 3 842 289 |
| Investissement | | | | |
| Recettes d'investissement | 3 863 593 | 600 846 | | 4 464 439 |
| <i>1068 - Capitalisation des excédents de fonctionnement</i> | | | | - |
| Dépenses d'investissement | 4 668 130 | 632 913 | | 5 301 043 |
| D = Solde d'exécution de l'exercice | - 804 537 | - 32 067 | - - | 836 604 |
| E = Solde d'exécution antérieur reporté (001) | 681 678 | 356 952 | | 1 038 630 |
| F = D + E = Solde d'exécution cumulé | - 122 859 | 324 885 | - | 202 026 |
| Résultat global de clôture (C + E) | 2 770 452 | 1 191 965 | 81 898 | 4 044 315 |
| Totaux | | | | |
| A+D = RESULTAT DE L'EXERCICE | - 340 208 | - 16 165 | - 359 628 | - 716 001 |
| B+E = RESULTATS REPORTES | 3 110 660 | 1 208 130 | 441 526 | 4 760 316 |
| RESULTAT CUMULE | 2 770 452 | 1 191 965 | 81 898 | 4 044 315 |
| 2023 | | | | |
| SIG | BP | BA OM | BA MOBILITE | CONSO |
| Excédent brut de fonctionnement | 1 048 537 | 298 526 | - 294 890 | 1 052 173 |
| CAF brute | 957 466 | 178 355 | - 294 690 | 841 131 |
| CAF nette | 692 285 | - 179 145 | - 294 690 | 218 450 |
| Encours de dette | 3 791 459 | 1 560 288 | | 5 351 747 |
| Dette / CAF brute | 4,0 | 8,7 | - | 6,4 |

Un résultat budgétaire global excédentaire (4,04 M€)

Une CAF nette positive et un endettement supportable (6,4 années de CAF)

CHARGES DE GESTION ESTIMATIVES CONSOLIDÉES EN 2023 RÉPARTIES PAR AXES STRATÉGIQUES

Axe 6 - Transition écologique et énergétique

33%

Axe 7 - Cohésion sociale

13%

Axe 3 - Tourisme

10%

Axe 2 - Economie

2%

Axe 5 - Patrimoines naturels et culturels

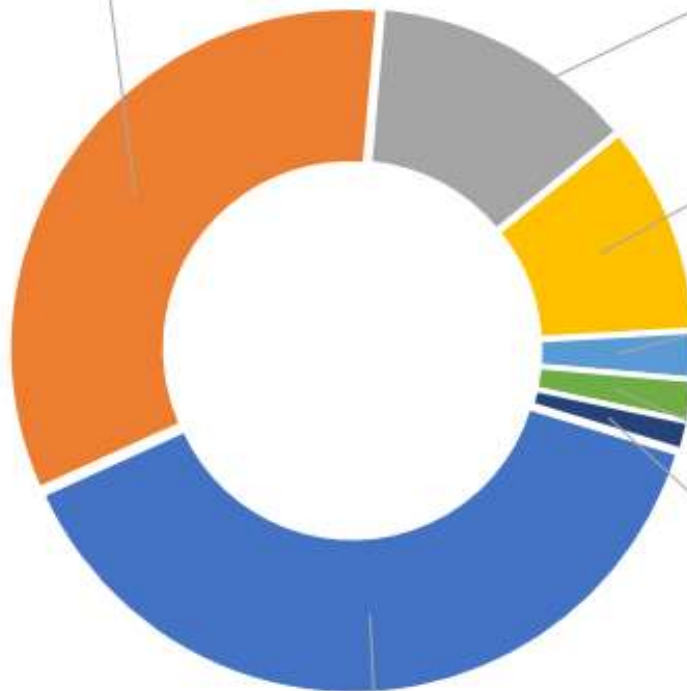
2%

Axe 1 - Aménagement

1%

Axe 4 - Mobilité

39%



BUDGET PRINCIPAL : EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

➔ Soldes de gestion et ratios financiers – budget principal

| SOLDE DE GESTION | 2022 | 2023 |
|---|--------------|---------------|
| Produits de gestion | 13 595 | 15 495 |
| Charges de gestion | 13 849 | 14 446 |
| EBF | -255 | 1 049 |
| Résultat financier | -96 | -89 |
| Solde des op. excep. (hors cessions) | 7 | -2 |
| CAF brute | -344 | 957 |
| Am. du capital de la dette | 258 | 265 |
| CAF nette | -602 | 692 |
| Résultat fonctionnement + rés repr | 2 859 | 2 893 |
| CAF brute / RRF (Taux de CAF) | -2,5% | 6,2% |
| Encours / CAF (ratio de désendet.) | #N/A | 4, ans |
| Encours / RRF (ratio surendettement) | 30% | 24% |

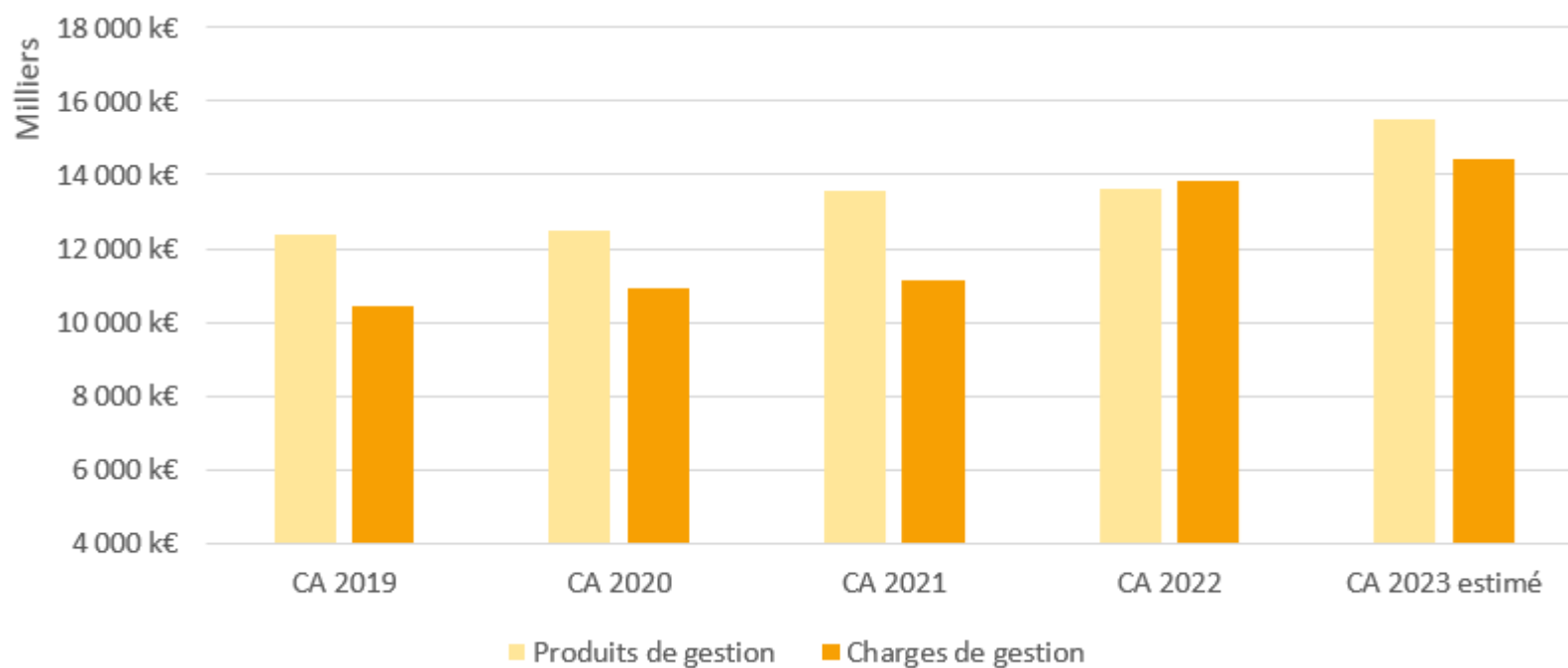
Les soldes de gestion se redressent en 2023 en raison d'une dynamique des produits de gestion et d'une évolution plus faible des charges de gestion.

La charge de la dette (charges financières et amortissement du capital de la dette) est stable.

Le niveau d'endettement se situe à un niveau satisfaisant, du fait du redressement de la CAF brute et d'un encours de dette en baisse (pas d'emprunt nouveau).

BUDGET PRINCIPAL : EVOLUTION DES PRODUITS ET CHARGES DE GESTION

| | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 estimé | Variation 22/23 |
|---------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|-----------------|
| Produits de gestion | 12 401 234 € | 12 491 011 € | 13 592 106 € | 13 594 595 € | 15 482 699 € | 13,9% |
| Charges de gestion | 10 461 348 € | 10 917 706 € | 11 162 945 € | 13 849 475 € | 14 446 075 € | 4,3% |



BUDGET PRINCIPAL : ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES CHARGES DE GESTION PAR CHAPITRES

| | 2022 | 2023 | 2021-22 | 2022-23 | 2021-22 | 2022-23 |
|---|---------------|---------------|--------------|------------|--------------|-------------|
| 011 - Charges à caractère général | 1 857 | 3 058 | 59 | 1 200 | 3,3% | 64,6% |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 2 544 | 3 002 | 345 | 458 | 15,7% | 18,0% |
| 014 - Atténuations de produits | 6 185 | 6 253 | -4 | 68 | -0,1% | 1,1% |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 3 263 | 2 133 | 2 287 | -1 130 | 234,1% | -34,6% |
| Charges de gestion | 13 849 | 14 446 | 2 687 | 597 | 24,1% | 4,3% |

Les charges de gestion augmentent globalement de 4,3%.

2 éléments à retenir :

- les charges à caractère général ont fortement augmenté (+64%) du fait d'un meilleur taux de réalisation (57% des prévisions ont été réalisées en 2022 contre 95% (prévisionnel) en 2023) + portage de l'opération IAM 317K€ (hors masse salariale)*
- sur le chapitre 65, a été versée en 2022 la subvention exceptionnelle au SILA de 1 336 k€ contre 64k€ en 2023 (solde)*

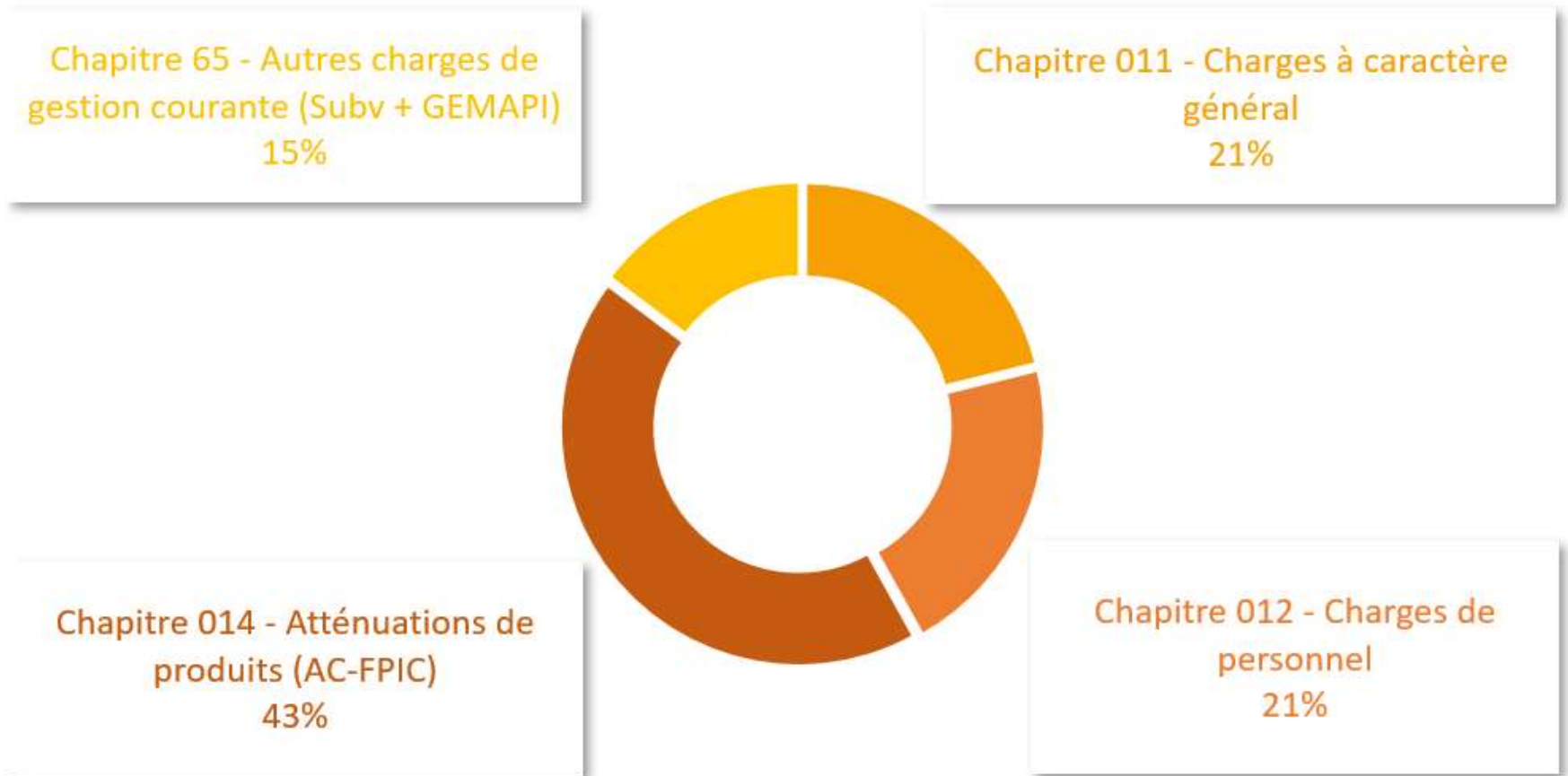
Un focus : les taux de réalisation des charges de fonctionnement – comparaison 2022-2023

| Chapitres | Taux de réalisation 2022 (CA) | Taux de réalisation estimé (CA prévisionnel 2023) |
|---|-------------------------------|---|
| 011 - charges à caractère général | 57% | 95% |
| 012 - charges de personnel | 94% | 94% |
| 014 - Atténuations de produits | 100% | 100% |
| 65 - autres charges de gestion courante | 98% | 97% |
| 66 - Charges financières | 72% | 98% |
| 67 - charges exceptionnelles | 60% | 20% |
| 042 - opérations d'ordre entre sections | 87% | 87% |
| TOTAL | 85% | 97% |

L'analyse des taux de réalisation prévisionnels 2023 des charges de fonctionnement montre une nette augmentation par rapport à 2022. Ils traduisent l'amélioration de la qualité de la prévision et du pilotage budgétaires.

BUDGET PRINCIPAL : ANALYSE DE LA COMPOSITION DES CHARGES DE GESTION PAR CHAPITRES

Charges de gestion CA 2023 estimé : 14 446 075 €



Le poste de dépense de gestion le plus important reste celui du reversement des Attributions de Compensation (AC) : 5 874 k€ de fiscalité économique sont reversés aux communes

BUDGET PRINCIPAL : ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES PRODUITS DE GESTION PAR CHAPITRES

| | 2022 | 2023 | 2021-22 | 2022-23 | 2021-22 | 2022-23 |
|---|---------------|---------------|---------------|--------------|----------------|----------------|
| Charges de gestion | 13 849 | 14 446 | 2 687 | 597 | 24,1% | 4,3% |
| 013 - Atténuations de charges | 91 | 52 | 28 | -39 | 43,8% | -43,3% |
| 70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de | 1 093 | 1 628 | 53 | 535 | 5,1% | 49,0% |
| 73 - Produits issus de la fiscalité | 8 029 | 9 473 | -234 | 1 444 | -2,8% | 18,0% |
| 74 - Dotations et participations | 4 350 | 4 315 | 194 | -36 | 4,7% | -0,8% |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 32 | 28 | -38 | -4 | | |
| Recettes de gestion | 13 595 | 15 495 | 2 | 1 900 | 0,0% | 14,0% |
| Excédent brut de fonctionnement (EBF) | -255 | 1 049 | -2 684 | 1 303 | -110,5% | -511,4% |

Les produits de gestion augmentent globalement de 13,9%.

2 éléments à retenir :

- la hausse de la fiscalité s'explique à hauteur de 80% par la hausse des taux de 80% en 2023 (soit +1,16 point pour la taxe sur le foncier bâti)

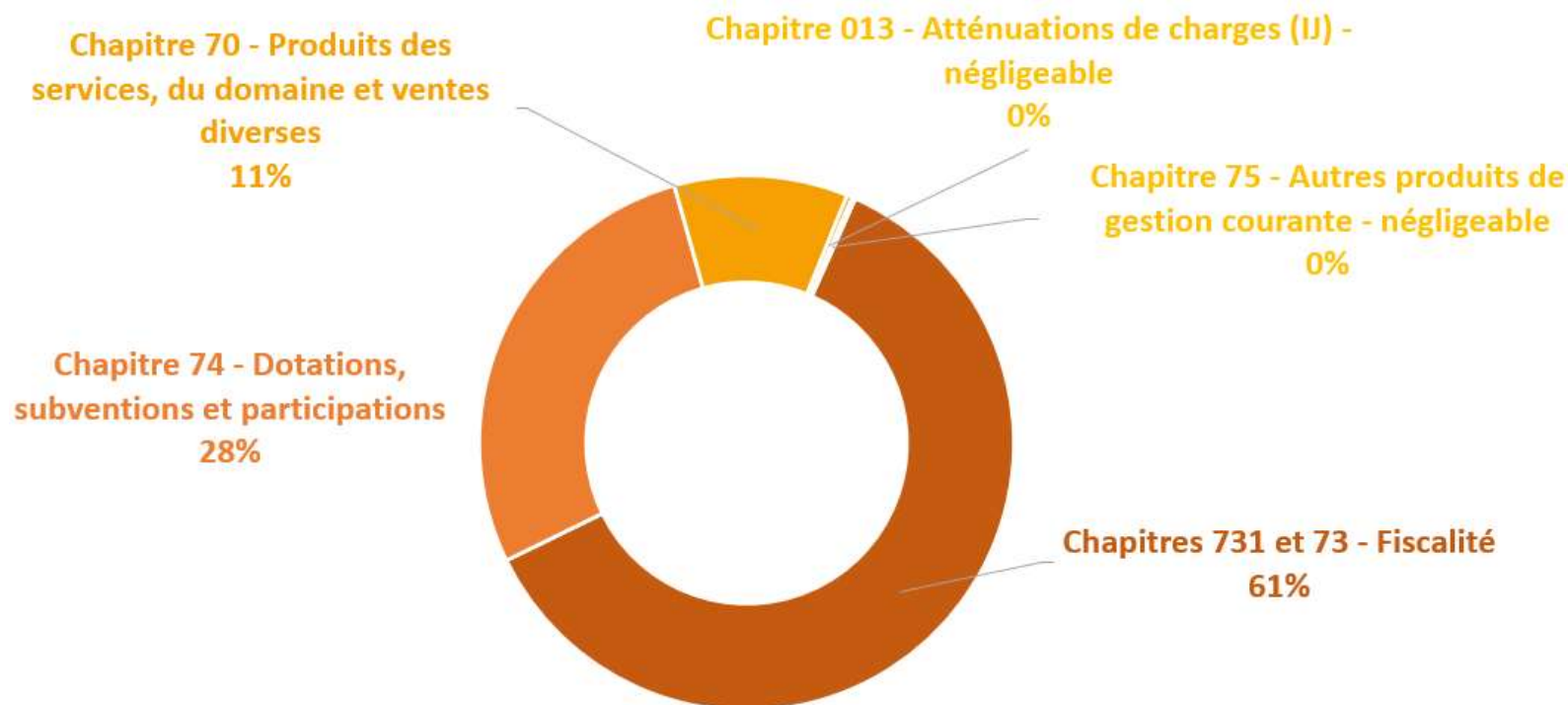
- l'augmentation de 535 k€ du chapitre 70 s'explique essentiellement par :

** 307 k€ de remboursement des partenaires In Annecy Mountains (IAM)*

** une augmentation des remboursements de masse salariale par les budgets annexes (+189 k€) : déchets et mobilité*

BUDGET PRINCIPAL : ANALYSE DE LA COMPOSITION DES PRODUITS PAR CHAPITRES

Produits de gestion CA 2023 estimé : 15 482 699 €



2 éléments à souligner :

- Sur les 10 397 k€ de fiscalité (incluant la dotation de compensation), 6 253 k€ ont été reversés (AC et FPIC) soit 60%.
- L'importance du montant des subventions de fonctionnement « Etat-région-Département-Europe-autres » (compte 747...) perçu chaque année par l'EPCI : 1 762 k€ en 2022 et 1 756 k€ attendus en 2023.

BUDGET PRINCIPAL : ÉVOLUTION DES SOLDES DE GESTION CAF, CAF NETTE ET RÉSULTAT DE L'EXERCICE

➔ Soldes de gestion et ratios financiers – budget principal

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2021-22 | 2022-23 | 2021-22 | 2022-23 |
|---|--------------|-------------|--------------|---------------|--------------|----------------|----------------|
| Excédent brut de fonctionnement (EBF) | 2 429 | -255 | 1 049 | -2 684 | 1 303 | -110,5% | -511,4% |
| 76 - Produits financiers | | | | | | | |
| 66 - Charges financières | -100 | -96 | -89 | 4 | 7 | -4,5% | -7,2% |
| Solde des opérations financières | -100 | -96 | -89 | 4 | 7 | -4,5% | -7,2% |
| 77 - Produits exceptionnels | 13 | 16 | 9 | 2 | -7 | 15,4% | -43,1% |
| 67 - Charges exceptionnelles | -347 | -8 | -11 | 339 | -2 | -97,6% | 28,6% |
| Solde des opérations exceptionnelles | -334 | 7 | -2 | 341 | -9 | -102,1% | -128,8% |
| Capacité d'autofinancement brute (CAF) | 1 995 | -344 | 957 | -2 339 | 1 301 | -117,2% | -378,6% |
| | | | | | | | |
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2021-22 | 2022-23 | 2021-22 | 2022-23 |
| Capacité d'autofinancement brute (CAF) | 1 995 | -344 | 957 | -2 339 | 1 301 | -117,2% | -378,6% |
| Remboursement du capital de la dette | -254 | -258 | -265 | -5 | -7 | 1,9% | 2,6% |
| Capacité d'autofinancement nette (CAF nette) | 1 741 | -602 | 692 | -2 343 | 1 294 | -134,6% | -215,0% |
| opérations patrimoniales | -301 | -392 | -493 | -90 | -101 | 30,0% | 25,9% |
| Résultat de fonctionnement avant report | 1 694 | -735 | 464 | -2 429 | 1 200 | -143,4% | -163,1% |

Les CAF brute, CAF nette et résultat de l'exercice sont impactés positivement par l'EBF positif. Les marges de manœuvre de la CCVT sont reconstituées pour partie, dans un contexte de hausse des taux de fiscalité.

RATIONALISATION DES DÉPENSES

- *Un BP 2024 au plus juste des dépenses avec un taux de réalisation optimisé*
- *Poursuite des AP/CP et AE/CP*
- *Un budget dédié aux subventions qui devra de nouveau être revu à la baisse*

OPTIMISATION DES RECETTES

- *Poursuivre la stratégie d'ingénierie financière (+ de 1,7M€ subv. perçue en 2023)*
- *Tendre vers une formalisation de la mutualisation*
- *Poursuivre le rééquilibrage des taux de fiscalité*

DÉMARCHE PROSPECTIVE

- *PPI sur l'ensemble des budgets*
- *Stratégie fiscale lissée sur plusieurs années en adéquation avec stratégie bancaire*

5. PROSPECTIVE BUDGET PRINCIPAL

Hypothèses prospectives – budget principal

| Dépenses de Fonctionnement | Hypothèses proposées (hypothèses de réalisations prévisionnelles) | Montants CA simulé 2024 |
|--|--|-------------------------|
| Charges à caractère général (1 857 k€ au CA 2022 et 3 057 k€ au CA prévisionnel 2023) | <ul style="list-style-type: none"> Ce chapitre intègre les charges induites en prospective les charges induites par les projets PPI Taux d'évolution de 3% par an les années suivantes Taux d'évolution de 5% par an pour l'énergie, l'électricité et les carburants | 3 158 k€ |
| Charges de personnel (2 543 k€ au CA 2022 et 3 002 k€ en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> Montant simulé pour 2023 de 3,03 M€ (impacts des recrutements, du GVT, de la revalorisation du point d'indice) Montant prévu de 3,4 M€ en 2024 Evolution de 3% par an les années suivantes (GVT + revalorisation de 1 point/an du point d'indice) | 3 386 k€ |
| Reversements de fiscalité (6 185 k€ au CA 2022 et 6 253 k€ en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> Attributions de compensation : 5 874 k€ en 2023, stabilité les années suivantes FPIC : montant global en hausse de 2% par an (dynamique des bases fiscales) ; 2024, baisse au niveau de 2022 +4%) ; répartition entre communes et EPCI sur la base du CIF (qui est stable ici) | 6 206 k€ |
| Autres charges de gestion courante (3 263 k€ au CA 2022 et 2 133 k€ en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> Indemnités et autres dépenses liées aux élus : +3% par an Contributions obligatoires incluant une subvention exceptionnelle au SILA (64 k€ contre 1, 3 M€ en 2022) Subventions versées en fonctionnement: 1 000 k€ au budget mobilité en 2024, évolution les années suivantes pour assurer l'équilibre du budget annexe (+5% par an – cette évolution ne sera réalisable que si les dépenses sont adaptées et/ou si les subventions des communes sont évolutives) – subventions aux associations : +3% par an (977 k€ en 2023) | 2 597 k€ |
| Charges financières (96 k€ au CA 2022 et 89 k€ en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> Dettes anciennes : état prévisionnel d'extinction de la dette fourni par la CCVT Dettes nouvelles : échéancier déterminé sur la base d'un taux de 5%, remboursement du capital progressif sur 20 ans | 82 k€ |

Hypothèses prospectives – budget principal

| Dépenses de Fonctionnement | Hypothèses proposées (hypothèses de réalisations prévisionnelles) | Montants CA simulé 2024 |
|--|---|-------------------------|
| Charges exceptionnelles (8 k€ au CA 2022 et 11 k€ en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> • Titres annulés : 11 k€/an | 11 k€ |
| Dotations aux amortissements (430 k€ au CA 2022 et 532 k€ en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> • Echancier des dotations actuelles • Nouvelles dotations intégrant l'impact des subventions d'équipement versées (durée d'amortissement de 30 ou 5 ans selon leur nature) | 600 k€ |

➔ Hypothèses prospectives – budget principal

| Recettes de fonctionnement | Hypothèses proposées (hypothèses de réalisations prévisionnelles) | Montants CA simulé 2024 |
|---|---|-------------------------|
| Atténuations de charges (91 k€ au CA 2022 et 52 k€ en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> • Remboursements sur charges de personnel : +3% (en lien avec les charges de personnel) | 53 k€ |
| Produits des services (1 092 k€ au CA 2022 et 1 628 k€ en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> • Ce chapitre intègre en prospective les produits de fonctionnement induits par les projets d'investissement • Il s'agit pour l'essentiel des travaux et des remboursements de frais par les budgets annexes • Evolution de +3% par an | 1 848 k€ |
| Fiscalité perçue (8 028k€ au CA 2022 et 9 507 k€ en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> • Taxes foncières : hausse des bases de 4% par an y compris évol. physique de 1% en 2024, 3% par an les années suivantes • CFE : hausse de 1,5% par an 2024-29 • Taxe d'habitation des résidences secondaires : hausse des bases de 5% en 2024, de 3% par an les années suivantes • Compensation / recettes de TVA : +3% par an • CVAE : compensation de TVA : +1% par an (1 715 k€ en 2023) • TASCOS : 204 k€ en 2023 et stable ensuite • IFER : 160 k€ en 2023 et +3% par an • Taxe Gemapi : 339 k€ en 2023, +0% par an • FNGIR : 57 k€ en 2023 par an (stable) | 9 726 k€ |

➔ Hypothèses prospectives – budget principal

| Recettes de fonctionnement | Hypothèses proposées (hypothèses de réalisations prévisionnelles) | Montants CA simulé 2023 |
|---|---|-------------------------|
| Dotations et participations (4 350 k€ au CA 2022 et 4 315 en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> • Dotation d’intercommunalité : 441 k€ en 2023, baisse de 4,5% par an (baisse de la dotation par habitant de 5% par an et hausse de 0,5% par an de la population DGF) • Dotation de compensation : 936 k€ en 2023, -0,5% en 2024 et -2% par an les années suivantes • Compensations fiscales : 1 051 k€ en 2023 hors taxe d’habitation (essentiellement liée à la diminution de 50% des VL des locaux industriels – en CFE – hausse annuelle de 1,5% par an (évolution des bases de CFE) – compensation de foncier bâti (effet diminution des VL industrielles), hausse comme les bases de foncier bâti • Subventions reçues : 1 756 k€ en 2023, 1 852 k€ en 2024 et stabilité les années suivantes • FCTVA sur les dépenses d’entretien des bâtiments publics et des voiries / informatique en nuage | 4 363 k€ |
| Autres produits (gestion courante et produits exceptionnels 75 k€) | <ul style="list-style-type: none"> • Produits de gestion courante : 28 k€, +1% par an pour les loyers • Produits exceptionnels : 9 k€ par an • Reprises de subventions au compte de résultat : échancier transmis par la CCVT 50 k€ en 2024) | 87 k€ |

Intégration des résultats du budget ZAE clôturé

Excédent de fonctionnement : +269 981,33 €

Déficit d’investissement : 193 558,43 €

➔ Hypothèses prospectives – budget principal

| Dépenses d'investissement | Hypothèses proposées (hypothèses de réalisations prévisionnelles) |
|---|--|
| Charge de la dette en capital (258 k€ en 2022 et 265 k€ en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> Echéancier de la dette au 1^{er} janvier 2024 Nouveaux emprunts : échéancier sur la base d'un taux de 5% sur 20 ans |
| Dépenses d'équipement (2 807 k€ en 2022 et 3 519 k€ en 2023) | <ul style="list-style-type: none"> Programmation pluriannuelle des investissements et mesures nouvelles (cf. pages suivantes), incluant l'impact induit de ces opérations en fonctionnement Dépenses récurrentes : 100 k€ par an 2023-2028 |
| Autres | <ul style="list-style-type: none"> Reprise des subventions d'investissement au compte de résultat (échéancier transmis par la CCVT) : 50 k€ Remboursement EPF (27 – 99 k€/an – terrain EHPAD) |
| Recettes d'investissement | Hypothèses proposées (hypothèses de réalisations prévisionnelles) |
| Recettes d'équipement | <ul style="list-style-type: none"> Cf. PPI FCTVA : 16,404% sur les dépenses d'équipement Subventions : données par opération Emprunts : volume global calculé afin d'équilibrer a minima le résultat du CA prévisionnel |
| Autres | <ul style="list-style-type: none"> Amortissement des immobilisations : échéancier transmis par la CCVT |

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS (FONCTIONNEMENT) ET DE PROGRAMMATION (INVESTISSEMENTS) ET LES CRÉDITS DE PAIEMENTS

BUDGET PRINCIPAL

| Autorisation d'engagement (AE) | | | | | Crédit de paiement (CP) | | | | |
|--|-------------------|---------------------------|--------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------|--------------------|------------------|------------------|
| libellé | Compte | Montant TTC au 01-01-2023 | Révision | Montant TTC au 01-01-2024 | CP2024 | CP2025 | CP2026 | CP2027 | CP2028 |
| Archivistes - CDG74 | art 611 - ADM | 29 725 € | 275 € | 30 000 € | 15 000 € | 15 000 € | | | |
| Risques Naturels : programmation GIRN | art 617 - RINA | 40 000 € | 5 000 € | 45 000 € | 20 000 € | 25 000 € | | | |
| Animation OPAH - 5 ans - 2024 -2028 | art 6238 - HAB | 60 000 € | 585 618 € | 645 618 € | 110 000 € | 125 699 € | 125 253 € | 129 244 € | 155 422 € |
| Schéma des APN et capacité de charges des espaces naturels | art 617 - EV | 45 000 € - | 39 240 € | 5 760 € | 5 760 € | | | | |
| Etude - Espace Bon Fonctionnement des Zones Humides | art 617 - ENAT | 18 000 € | | 18 000 € | 18 000 € | | | | |
| IAM - observatoire - 3 ans | art 611 - IAM | 120 000 € | 140 000 € | 260 000 € | 120 000 € | 120 000 € | 20 000 € | | |
| Subvention d'équilibre - Budget annexe Mobilité | art 6573641 - MOB | 1 700 000 € | 1 300 000 € | 3 000 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € | | |
| Total Fonctionnement | | 2 012 725 € | 1 991 653 € | 4 004 378 € | 1 288 760 € | 1 285 699 € | 1 145 253 € | 129 244 € | 155 422 € |

| Autorisation de Programme (AP) | | | | | Crédit de paiement (CP) | | | | |
|-------------------------------------|-------------------|---------------------------|------------------|---------------------------|-------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| libellé | Compte | Montant TTC au 01-01-2023 | Révision | Montant TTC au 01-01-2024 | CP2024 | CP2025 | CP2026 | CP2027 | CP2028 |
| SCOT | art 202-SCOT | 200 000 € - | 50 000 € | 150 000 € | 80 000 € | 70 000 € | | | |
| Gens du voyage | art 2041512 - VOY | 800 000 € | - € | 800 000 € | 100 000 € | 400 000 € | 300 000 € | | |
| OPAH - subventions aux particuliers | art 20422 - HAB | 379 740 € | 953 488 € | 1 333 228 € | 150 000 € | 182 910 € | 270 945 € | 294 303 € | 435 070 € |
| ZAE les Brauves | art 2111 - ZECO | 630 000 € - | 630 000 € | - € | | | | | |
| Base de vie à St Jean | art 2313 - MOB | - € | 660 000 € | 660 000 € | 360 000 € | 300 000 € | | | |
| Total Investissement | | 2 009 740 € | 933 488 € | 2 943 228 € | 690 000 € | 952 910 € | 570 945 € | 294 303 € | 435 070 € |

6. SCENARIOS PPI 2024-2029

AXE 1 : AMENAGEMENT EQUILIBRE - Un bassin de vie dynamique à structurer en s'appuyant sur un aménagement équilibré et de proximité

Objectif 1 - S'engager en faveur d'un développement urbain et résidentiel maîtrisé à l'horizon 2030 en favorisant la réhabilitation du parc existant au service de l'attractivité des pôles constitués

- SCOT
- Renouvellement de l'OPAH

Objectif 2 - Poursuivre la mise en œuvre d'une politique de l'habitat solidaire et adaptée, garante de la cohésion sociale au sein du territoire, en proposant une gamme de logements complète facilitant le parcours résidentiel des ménages et en encourageant la rénovation énergétique de l'habitat

- Le renouvellement du Plan Local de l'Habitat (PLH)

Objectif 3 - Déployer une offre d'équipements en adéquation avec les besoins actuels et à venir des habitants et usagers du territoire en veillant à leur répartition équilibrée et leur mutualisation

- Equipements sportifs et culturels

AXE 2 – ECONOMIE - Une économie génératrice d'image et de dynamique pour le Territoire

Objectif 6 - Favoriser un développement économique d'avenir, économe en foncier et porteur pour l'emploi

- Aménagement des ZAE

AXE 4 – MOBILITE - Renforcer l'accessibilité des Vallées de Thônes en facilitant les mobilités

Objectif 12 - Promouvoir une offre de mobilité durable adaptée aux caractéristiques rurales et de montagne du territoire

- Actions de mobilité

Objectif 13 - Proposer des alternatives à l'utilisation de la voiture pour la découverte du territoire

- Actions de mobilité

AXE 6 – TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE - Un aménagement maîtrisé et équilibré qui positionne le territoire au cœur des enjeux du développement durable

Objectif 17 - Positionner durablement les vallées de Thônes au cœur des enjeux de la transition énergétique et de lutte contre le changement climatique

- OPAH

Objectif 18 - Assurer une gestion équilibrée et adaptée des ressources environnementales du territoire

- Déchetteries – mise aux normes des déchetteries non conformes.
- Mise en œuvre de la Responsabilité Elargie des Producteurs

AXE 7 – COHESION SOCIALE - Une offre de services adaptée aux besoins des habitants, accessible et structurée, favorisant l'intégration sociale et l'autonomie tout au long de la vie

Objectif 20 : Permettre à la population locale de trouver sur le territoire des services répondant à ses besoins

- Equipements sportifs et culturels

LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS ET COÛTS DE FONCTIONNEMENT AFFÉRENTS 2024-29



Hypothèses prospectives – budget principal

- La programmation pluriannuelle des investissements et des projets : synthèse par nature
 - Dépenses et recettes d'investissement (besoin de financement = dépenses – recettes d'investissement)
 - Dépenses et recettes de fonctionnement induites

Tous les projets (arrêtés / non arrêtés)

| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|----------------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Investissement | 2 467 637 | 2 357 988 | 3 413 791 | 8 447 431 | 9 022 947 | 6 717 037 |
| Dépenses | 3 021 800 | 2 407 200 | 4 352 000 | 12 252 000 | 14 472 000 | 12 222 000 |
| dépenses - assiette FCTVA | 1 139 000 | 300 000 | 3 620 000 | 11 820 000 | 14 320 000 | 12 070 000 |
| Subventions versées | 285 000 | 285 000 | 285 000 | 285 000 | 5 000 | 5 000 |
| Autres dépenses d'inv. | 1 597 800 | 1 822 200 | 447 000 | 147 000 | 147 000 | 147 000 |
| Recettes | - 554 163 | - 49 212 | - 938 209 | - 3 804 569 | - 5 449 053 | - 5 504 963 |
| Autres recettes d'inv. | - | - | - | - | - | - |
| FCTVA | - 186 822 | - 49 212 | - 528 209 | - 2 004 569 | - 2 349 053 | - 1 979 963 |
| Subventions reçues | - 367 341 | - | - 410 000 | - 1 800 000 | - 3 100 000 | - 3 525 000 |
| Fonctionnement | 213 000 | 150 000 | 112 000 | 92 000 | - 658 000 | - 118 000 |
| Dépenses | 285 000 | 280 000 | 180 000 | 160 000 | 190 000 | 30 000 |
| Dépenses de fonctionnement | 285 000 | 280 000 | 180 000 | 160 000 | 190 000 | 30 000 |
| Recettes | - 72 000 | - 130 000 | - 68 000 | - 68 000 | - 848 000 | - 148 000 |
| Recettes de fonctionnement | - 72 000 | - 130 000 | - 68 000 | - 68 000 | - 848 000 | - 148 000 |

Besoin de financement = dépenses – recettes d'investissement (si les recettes sont supérieures aux dépenses = excédent de financement)

L'impact en fonctionnement induit

SCENARIO 1 : REALISATION DE TOUS LES PROJETS (ARRÊTÉS ET NON ARRÊTÉS)



Hypothèses prospectives – budget principal

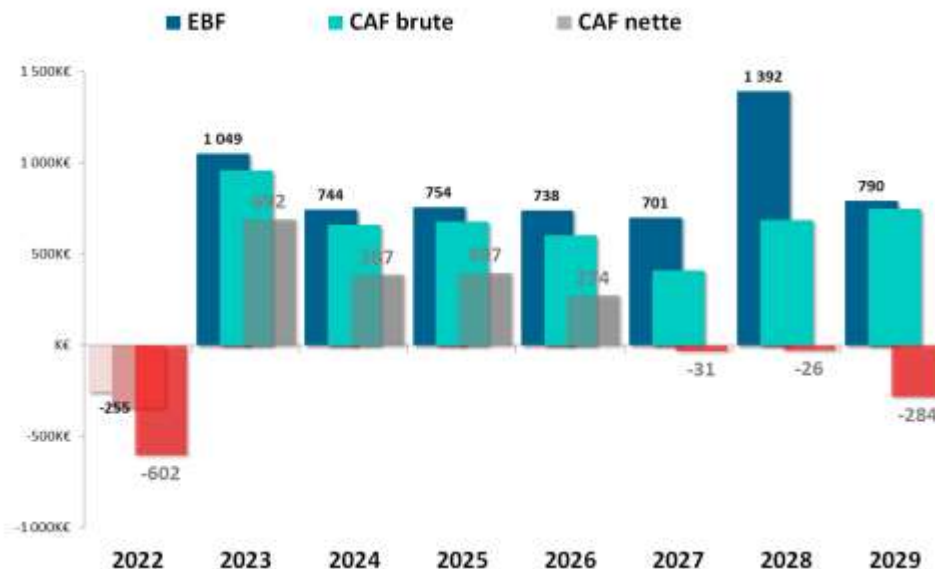
- des investissements et des projets : synthèse par projet (dépenses et recettes d'investissement - besoin de financement de chaque projet en investissement = excédent des dépenses d'investissement sur les recettes)
= total prévisionnel de 32,4 M€ entre 2024 et 2029 (dépenses nettes d'investissement)
projets non arrêtés *

| | 2 024 | 2 025 | 2 026 | 2 027 | 2 028 | 2 029 | TOTAL 24-29 |
|---|------------------|------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| = Dépenses d'investissement | 3 021 800 | 2 407 200 | 4 352 000 | 12 252 000 | 14 472 000 | 12 222 000 | 48 727 000 |
| DEVELOPT ECONOMIQUE * | 1 297 000 | 1 297 000 | 2 547 000 | 2 547 000 | 47 000 | 47 000 | 7 782 000 |
| SCOT | 100 800 | 25 200 | - | - | - | - | 126 000 |
| SUBVENTIONS EQUIPEMENT VERSEES | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 30 000 |
| EQUIPTS CULTURELS ET SPORTIFS * | - | - | 400 000 | 5 000 000 | 10 000 000 | 7 750 000 | 23 150 000 |
| HABITAT | 480 000 | 780 000 | 680 000 | 380 000 | 100 000 | 100 000 | 2 520 000 |
| PROJETS MOBILITE - budget principal) * | 1 139 000 | 300 000 | 720 000 | 4 320 000 | 4 320 000 | 4 320 000 | 15 119 000 |
| = Recettes d'investissement | - 554 163 | - 49 212 | - 938 209 | - 3 804 569 | - 5 449 053 | - 5 504 963 | - 16 300 169 |
| DEVELOPT ECONOMIQUE | - | - | 410 100 | 410 100 | - | - | 820 200 |
| SCOT | - | - | - | - | - | - | - |
| SUBVENTIONS EQUIPEMENT VERSEES | - | - | - | - | - | - | - |
| EQUIPTS CULTURELS ET SPORTIFS | - | - | - | 885 816 | 2 940 400 | 2 996 310 | 6 822 526 |
| HABITAT | - | - | - | - | - | - | - |
| PROJETS MOBILITE - budget principal) | - 554 163 | - 49 212 | - 528 109 | - 2 508 653 | - 2 508 653 | - 2 508 653 | - 8 657 443 |
| = Besoin/excédent de financement | 2 467 637 | 2 357 988 | 3 413 791 | 8 447 431 | 9 022 947 | 6 717 037 | 32 426 831 |
| DEVELOPT ECONOMIQUE | 1 297 000 | 1 297 000 | 2 136 900 | 2 136 900 | 47 000 | 47 000 | 6 961 800 |
| SCOT | 100 800 | 25 200 | - | - | - | - | 126 000 |
| SUBVENTIONS EQUIPEMENT VERSEES | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 30 000 |
| EQUIPTS CULTURELS ET SPORTIFS | - | - | 400 000 | 4 114 184 | 7 059 600 | 4 753 690 | 16 327 474 |
| HABITAT | 480 000 | 780 000 | 680 000 | 380 000 | 100 000 | 100 000 | 2 520 000 |
| PROJETS MOBILITE - budget principal) | 584 837 | 250 788 | 191 891 | 1 811 347 | 1 811 347 | 1 811 347 | 6 461 557 |

SCENARIO 1 : REALISATION DE TOUS LES PROJETS (ARRÊTÉS ET NON ARRÊTÉS)

➔ Les résultats des simulations – budget principal

- **Scénario de base : la PPI intégrale – des taux de fiscalité stables**
- Sur la base des hypothèses établies (PPI prévisionnelle) avec la CCVT : ce scénario permet de constater que la réalisation de la PPI remettrait en cause les équilibres financiers (toutes choses égales par ailleurs)
- L'EBF diminue : les charges de gestion courante évoluent de 2,2% contre 1,8% pour les produits de gestion
- Cette baisse de l'EBF ne permet pas de supporter la forte hausse de la charge de la dette générée par la PPI (30 M€ d'emprunts)
- Les équilibres financiers sont dégradés à compter de 2027 : CAF nette négative et dette dépassant 43 années de CAF
- Ce scénario démontre que l'engagement de projets importants en investissement passe par la constitution préalable d'un autofinancement et d'une capacité d'endettement suffisamment significatifs (d'autant plus quand ces projets génèreront un impact négatif en fonctionnement)



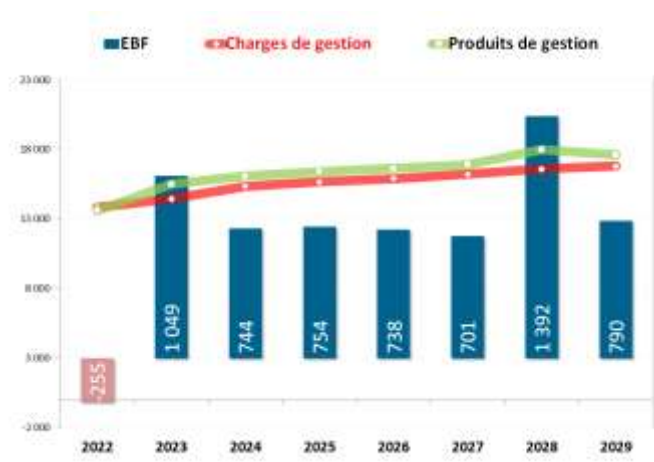
Données 2023 : CA prévisionnel
Données 2024 à 2029 : simulations

SCENARIO 1 : REALISATION DE TOUS LES PROJETS (ARRÊTÉS ET NON ARRÊTÉS)

➔ Les résultats des simulations – budget principal

- Variante A: la PPI intégrale – des taux de fiscalité stables

| SOLDE DE GESTION | Ev. An. Moy. 2023/2029 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|------------------------|--------------|---------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| Produits de gestion | 1,8% | 13 595 | 15 495 | 16 091 | 16 414 | 16 628 | 16 913 | 17 989 | 17 595 |
| Charges de gestion | 2,2% | 13 849 | 14 446 | 15 347 | 15 660 | 15 890 | 16 212 | 16 597 | 16 805 |
| EBF | -4,0% | -255 | 1 049 | 744 | 754 | 738 | 701 | 1 392 | 790 |
| Résultat financier | -10,1% | -96 | -89 | -82 | -75 | -134 | -291 | -703 | -42 |
| Solde des op. excep. (hors cessions) | 1,0% | 7 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 |
| CAF brute | -3,5% | -344 | 957 | 659 | 676 | 601 | 408 | 687 | 746 |
| Am. du capital de la dette | 21,4% | 258 | 265 | 272 | 280 | 328 | 439 | 713 | 1 030 |
| CAF nette | -188% | -602 | 692 | 387 | 397 | 274 | -31 | -26 | -284 |
| Résultat fonctionnement + rés reporté | | 2 859 | 2 893 | 379 | 186 | 202 | 99 | 410 | 469 |
| CAF brute / RRF (Taux de CAF) | 15% | -2,5% | 6,2% | 4,1% | 4,1% | 3,6% | 2,4% | 3,8% | 4,2% |
| Encours / CAF (ratio de désendet.) | 12 ans | #N/A | 4, ans | 5,3 ans | 6,8 ans | 12,6 ans | 38,5 ans | 36,3 ans | 43, ans |
| Encours / RRF (ratio surendettement) | 90% | 30% | 24% | 22% | 28% | 46% | 93% | 138% | 182% |



Données 2023 : CA prévisionnel
Données 2024 à 2029 simulations

SCENARIO 1 : REALISATION DE TOUS LES PROJETS (ARRÊTÉS ET NON ARRÊTÉS)

➔ Les résultats des simulations – budget principal

- **Variante B : réalisation de toute la PPI mais avec une hausse des taux de fiscalité de 30% en 2024**
- Les indicateurs financiers sont maîtrisés en fin de période sans dégager des marges de manœuvre : CAF nette positive (790 k€) et endettement atteignant 15,9 années de CAF
- Toutefois la hausse de la fiscalité de 30% en 2024 ne permettrait pas à elle seule de financer le fonctionnement induit par les nouveaux équipements (2 Me évalués = plus que la CAF nette), ni d'engager de nouveaux projets significatifs (en fonctionnement ou en investissement) – la CCVT devrait préalablement compléter ses marges de manœuvre

| SOLDE DE GESTION | Evol. An. Moy. 2023/2029 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|-----------------------------|--------------|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|
| Produits de gestion | 2,6% | 13 595 | 15 495 | 16 891 | 17 238 | 17 477 | 17 787 | 18 890 | 18 523 |
| Charges de gestion | 2,2% | 13 849 | 14 446 | 15 347 | 15 660 | 15 890 | 16 212 | 16 597 | 16 805 |
| EBF | 7,3% | -255 | 1 049 | 1 544 | 1 578 | 1 586 | 1 575 | 2 293 | 1 718 |
| Résultat financier | -10,1% | -96 | -89 | -82 | -75 | -94 | -210 | -577 | -42 |
| Solde des op. excep. (hors cession) | 1,0% | 7 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 |
| CAF brute | 8,3% | -344 | 957 | 1 459 | 1 501 | 1 490 | 1 363 | 1 713 | 1 673 |
| Am. du capital de la dette | 18,7% | 258 | 265 | 272 | 280 | 304 | 388 | 631 | 883 |
| CAF nette | 2% | -602 | 692 | 1 187 | 1 221 | 1 187 | 976 | 1 082 | 790 |
| Résultat fonctionnement + rés reporté | | 2 859 | 2 893 | 1 179 | 1 010 | 1 090 | 1 054 | 1 436 | 1 396 |
| CAF brute / RRF (Taux de CAF) | 15% | -2,5% | 6,2% | 8,6% | 8,7% | 8,5% | 7,7% | 9,1% | 9,0% |
| Encours / CAF (ratio de désendet.) | 12 ans | #N/A | 4, ans | 2,4 ans | 2,5 ans | 4, ans | 9,7 ans | 11,9 ans | 15,9 ans |
| Encours / RRF (ratio surendettement) | 90% | 30% | 24% | 21% | 22% | 34% | 74% | 108% | 143% |

SCENARIO 2 : NON RÉALISATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS

➔ Les résultats des simulations – budget principal

- **Variante A : non réalisation des équipements sportifs et taux de fiscalité constants**
- L'excédent brut de fonctionnement diminue (notamment du fait de la dynamique de la subvention au budget mobilité notamment)
- La réalisation de la PPI aboutit à augmenter la charge de la dette et la CAF nette est faible en fin de période (87 k€ en 2029) ; le niveau d'endettement dépasse 19 années en 2029. Ce scénario est réalisable mais la CCVT ne dispose pas de réelles marges de manœuvre en fin de période.

| SOLDE DE GESTION | Evol. An. Moy. 2023/2029 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|-----------------------------|--------------|---------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Produits de gestion | 1,8% | 13 595 | 15 495 | 16 091 | 16 414 | 16 628 | 16 913 | 17 989 | 17 595 |
| Charges de gestion | 2,2% | 13 849 | 14 446 | 15 347 | 15 660 | 15 890 | 16 212 | 16 597 | 16 805 |
| EBF | -4,0% | -255 | 1 049 | 744 | 754 | 738 | 701 | 1 392 | 790 |
| Résultat financier | -10,1% | -96 | -89 | -82 | -75 | -134 | -271 | -477 | -42 |
| Solde des op. excep. (hors cessions) | 1,0% | 7 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 |
| CAF brute | -3,5% | -344 | 957 | 659 | 676 | 601 | 428 | 912 | 746 |
| Am. du capital de la dette | 13,9% | 258 | 265 | 272 | 280 | 328 | 427 | 575 | 658 |
| CAF nette | -26% | -602 | 692 | 387 | 397 | 274 | 1 | 337 | 87 |
| Résultat fonctionnement + rés reporté | | 2 859 | 2 893 | 379 | 186 | 202 | 119 | 635 | 469 |
| CAF brute / RRF (Taux de CAF) | 15% | -2,5% | 6,2% | 4,1% | 4,1% | 3,6% | 2,5% | 5,1% | 4,2% |
| Encours / CAF (ratio de désendet.) | 12 ans | #N/A | 4, ans | 5,3 ans | 6,8 ans | 11,9 ans | 26,1 ans | 14,1 ans | 19,5 ans |
| Encours / RRF (ratio surendettement) | 90% | 30% | 24% | 22% | 28% | 43% | 66% | 72% | 83% |

SCENARIO 2 : NON RÉALISATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS

➔ Les résultats des simulations – budget principal

- **Variante B : Non réalisation des équipements sportifs et culturels + hausse des taux de fiscalité de 20% en 2024 afin de disposer en fin de période d'une situation « maîtrisée »**
- Les indicateurs financiers sont maîtrisés en fin de période ; CAF nette positive (793 k€) et endettement atteignant 8 années de CAF
- La hausse de la fiscalité de 20% en 2024 (générant 532 k€ de produit) ne permettrait pas à elle seule d'engager de nouveaux projets significatifs (ni en fonctionnement, ni en investissement) – la CCVT devrait préalablement compléter ses marges de manœuvre.

| SOLDE DE GESTION | Evol. An. Moy. 2023/2029 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|-----------------------------|--------------|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| Produits de gestion | 2,3% | 13 595 | 15 495 | 16 624 | 16 964 | 17 194 | 17 496 | 18 589 | 18 214 |
| Charges de gestion | 2,2% | 13 849 | 14 446 | 15 347 | 15 660 | 15 890 | 16 212 | 16 597 | 16 805 |
| EBF | 4,3% | -255 | 1 049 | 1 277 | 1 303 | 1 304 | 1 284 | 1 992 | 1 409 |
| Résultat financier | -10,1% | -96 | -89 | -82 | -75 | -108 | -217 | -394 | -42 |
| Solde des op. excep. (hors cession) | 1,0% | 7 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 |
| CAF brute | 5,2% | -344 | 957 | 1 193 | 1 226 | 1 194 | 1 065 | 1 596 | 1 364 |
| Am. du capital de la dette | 11,6% | 258 | 265 | 272 | 280 | 312 | 393 | 521 | 571 |
| CAF nette | 2% | -602 | 692 | 921 | 946 | 882 | 672 | 1 076 | 793 |
| Résultat fonctionnement + rés reporté | | 2 859 | 2 893 | 913 | 736 | 794 | 756 | 1 320 | 1 087 |
| CAF brute / RRF (Taux de CAF) | 15% | -2,5% | 6,2% | 7,2% | 7,2% | 6,9% | 6,1% | 8,6% | 7,5% |
| Encours / CAF (ratio de désendet.) | 12 ans | #N/A | 4, ans | 3, ans | 3,3 ans | 5,1 ans | 8,9 ans | 6,4 ans | 8, ans |
| Encours / RRF (ratio surendettement) | 90% | 30% | 24% | 21% | 24% | 35% | 54% | 55% | 60% |

CHOIX : SCENARIO 2 VARIANTE B

Données 2023 : CA prévisionnel
Données 2024 à 2029 : simulations

7. OPTIMISATION DES RECETTES

Fiscalité – Mutualisation - Subventions

FISCALITÉ – SIMULATIONS 2024

| | taux constants | | | Variante 1 : + 0,25 point sur la TF | | | Variante 2 : + 0,50 point sur la TF | | | Variante 3 : + 1 point sur la TF | | |
|--|-------------------------------|--------|--------------------|--|--------------------|-------------|--|------|--------------------|-------------------------------------|--------------------|---------------|
| | Base 2024 simulée (+4%) | Taux | Produit attendu | Taux | produit attendu | Taux | produit attendu | Taux | produit attendu | Taux | produit attendu | |
| Taxe Foncière sur Propriété Bâtie | 51 188 800 € | 2,50% | 1 279 720 € | 2,75% | 10% | 1 407 692 € | 3,00% | 20% | 1 535 664 € | 3,50% | 40% | 1 791 608 € |
| Taxe Foncière sur Propriété Non Bâtie | 577 408 € | 10,81% | 62 418 € | 11,89% | 10% | 68 660 € | 12,97% | 20% | 74 901 € | 15,13% | 40% | 87 385 € |
| Taxe d'Habitation sur Résidence Secondaire | 36 952 161 € | 3,54% | 1 308 106 € | 3,89% | 10% | 1 438 917 € | 4,25% | 20% | 1 569 728 € | 4,96% | 40% | 1 831 349 € |
| | | | 2 650 244 € | | | 2 915 269 € | | | 3 180 293 € | | | 3 710 342 € |
| | | | | | | + 265 024 € | | | + 530 049 € | | | + 1 060 098 € |

TAUX RETENU : + 20%

HAUSSE DE LA FISCALITÉ - IMPACT SUR UN ÉCHANTILLON DE CONTRIBUABLES

ECHANTILLON DES PARTICULIERS /VL / Base des impôts locaux

| Commune | | VL 2023 | VL revalorisée 2024 * | Taux constant 2,50% sur base 2023 | Taux x 10% 2,75% sur base 2024 revalorisée | Majoration avec effet taux + effet base | Taux x 20% 3% sur base 2024 revalorisée | Majoration avec effet taux + effet base | Taux x 40% 3,50% sur base 2024 revalorisée | Majoration avec effet taux + effet base |
|-------------------------|-------------|---------|-----------------------|-----------------------------------|--|---|---|---|--|---|
| THONES | Appartement | 2 757 | 2 867 | 34,5 € | 39,4 € | 5,0 € | 43,0 € | 8,5 € | 50,2 € | 15,7 € |
| LA BALME DE THUY | Appartement | 1 698 | 1 766 | 21,2 € | 24,3 € | 3,1 € | 26,5 € | 5,3 € | 30,9 € | 9,7 € |
| LE BOUCHET MONT CHARVIN | maison | 7 397 | 7 693 | 92,5 € | 105,8 € | 13,3 € | 115,4 € | 22,9 € | 134,6 € | 42,2 € |
| LA CLUSAZ | Appartement | 2 890 | 3 006 | 36,1 € | 41,3 € | 5,2 € | 45,1 € | 9,0 € | 52,6 € | 16,5 € |
| LE GRAND BORNAND | Appartement | 4 221 | 4 390 | 52,8 € | 60,4 € | 7,6 € | 65,8 € | 13,1 € | 76,8 € | 24,1 € |
| MANIGOD | Appartement | 2 160 | 2 246 | 27,0 € | 30,9 € | 3,9 € | 33,7 € | 6,7 € | 39,3 € | 12,3 € |
| SAINT JEAN DE SIXT | Appartement | 2 861 | 2 975 | 35,8 € | 40,9 € | 5,1 € | 44,6 € | 8,9 € | 52,1 € | 16,3 € |
| SERRAVAL | maison | 3 495 | 3 635 | 43,7 € | 50,0 € | 6,3 € | 54,5 € | 10,8 € | 63,6 € | 19,9 € |
| LES VILLARDS SUR THONES | Appartement | 2 991 | 3 111 | 37,4 € | 42,8 € | 5,4 € | 46,7 € | 9,3 € | 54,4 € | 17,0 € |
| ALEX | maison | 3 877 | 4 032 | 48,5 € | 55,4 € | 7,0 € | 60,5 € | 12,0 € | 70,6 € | 22,1 € |
| DINGY SAINT CLAIR | maison | 1 840 | 1 914 | 23,0 € | 26,3 € | 3,3 € | 28,7 € | 5,7 € | 33,5 € | 10,5 € |

* Base TF = 50% de la VL

ECHANTILLON DES PROFESSIONNELS /VL / Base de la TF

| Commune | | Base nette TFPB (VL révisé neutralisée planchonnée) *50 % | Base nette TFPB (VL révisée neutralisée planchonnée) *50 % | Taux constant 2,50% sur base 2023 | Taux x 10% 2,75% sur base 2024 revalorisée | Majoration avec effet taux + effet base | Taux x 20% 3% sur base 2024 revalorisée | Majoration avec effet taux + effet base | Taux x 40% 3,50% sur base 2024 revalorisée | Majoration avec effet taux + effet base |
|-------------------------|---|---|--|-----------------------------------|--|---|---|---|--|---|
| THONES | alimentaire + de 1000 m ² | 75 825 | 78 858 | 1 895,6 € | 2 168,6 € | 273,0 € | 2 365,7 € | 470,1 € | 2 760,0 € | 864,4 € |
| THONES | chambre d'hôtel | 5 451 | 5 669 | 136,3 € | 155,9 € | 19,6 € | 170,1 € | 33,8 € | 198,4 € | 62,1 € |
| THONES | chambre d'hôtel | 11 067 | 11 510 | 276,7 € | 316,5 € | 39,8 € | 345,3 € | 68,6 € | 402,8 € | 126,2 € |
| THONES | commerce de 101 à 250 m ² | 17 339 | 18 033 | 433,5 € | 495,9 € | 62,4 € | 541,0 € | 107,5 € | 631,1 € | 197,7 € |
| LA CLUSAZ | restaurant de 51 à 100 m ² | 3 797 | 3 949 | 94,9 € | 108,6 € | 13,7 € | 118,5 € | 23,5 € | 138,2 € | 43,3 € |
| LE GRAND BORNAND | artisan -5 salariés / auto-entrepreneur | 4 013 | 4 174 | 100,3 € | 114,8 € | 14,4 € | 125,2 € | 24,9 € | 146,1 € | 45,7 € |
| LE GRAND BORNAND | commerce de 101 à 250 m ² | 12 130 | 12 615 | 303,3 € | 346,9 € | 43,7 € | 378,5 € | 75,2 € | 441,5 € | 138,3 € |
| LES VILLARDS SUR THONES | Restaurant jusqu'à 50 m ² | 1 481 | 1 540 | 37,0 € | 42,4 € | 5,3 € | 46,2 € | 9,2 € | 53,9 € | 16,9 € |

- la surface pondérée * prix de la catégorie du local par secteur "2023" * coefficient de neutralisation de l'interco (0.375861) * 50 % (abattement TF) avec une variation du résultat par un planchonnement.

- Le planchonnement 2023 n'est pas connu, application de celui de 2022.(résultat estimatif)

LES SERVICES AUX COMMUNES – UNE MUTUALISATION À FORMALISER

La mutualisation des formations

Déjà formalisée avec convention de refacturation mais sans intégration temps de coordination CCVT

Le service instructeur (ADS, architecte conseil, etc.)
191 000€ en 2023

2024 Mise en place convention de refacturation permanences architectures et frais hébergement et formation logiciel

La fourrière animale
10 000€ en 2023

A développer sur 2024 avec clefs de répartition à définir

L'appui aux structures satellites :
AFP 2 500€ en 2023
SIPB 5 000€ en 2023

Recrutement d'un poste mutualisé en 2024 (AFP, SIPB, CCVT, communes) avec réévaluation du coût et temps réel passé sur chaque mission

La mutualisation ressources documentaires et données :
SVP 14 500€ en 2023
RGD (formalisée en 2023)

Convention de refacturation à mettre en place sur modèle de la RGD (prise en charge CCVT 20% et reste à proratiser par commune)

LES SUBVENTIONS : UNE DIMINUTION À POURSUIVRE

| ASSOCIATIONS | 2023 | 2022 | 2021 |
|----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| JEUNESSE ET SPORTS | 192 190€ | 167 115€ | 158 015€ |
| SCOLAIRE | 11 730€ | 19 603€ | 18 187€ |
| SOLIDARITÉ | 63 189€ | 76 804€ | 57 736€ |
| COOPÉRATION INTERNATIONALE | 4 600€ | 4 600€ | 4 350€ |
| EVÈNEMENTS | 0€ | 100 000€ | 132 500€ |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 33 596€ | 35 586€ | 76 800€ |
| AGRICULTURE | 11 000€ | 10 000€ | 6 500€ |
| ECOLE DE MUSIQUE | 307 577€ | 342 200€ | 78 115€ |
| CULTURE ET PATRIMOINES | 13 300€ | 14 300€ | 13 000€ |
| TOTAL | 637 182€ | 770 208€ | 545 203€ |

Un recentrage sur les compétences de la CCVT et l'intérêt communautaire avec une diminution globale qui devra être de l'ordre de 10%

8. PROSPECTIVE BUDGET ANNEXE DÉCHETS

PROSPECTIVE FINANCIÈRE BA DECHETS 2024

Hypothèses prospectives – budget OM

| Dépenses d'exploitation | Hypothèses proposées | |
|-------------------------------------|--|--|
| Charges à caractère général | <ul style="list-style-type: none"> • Contrats de prestation : 2087 k€ au CA prev 2023, +5% par an les années suivantes (inflation + 2 points – indexation énergie) • Carburants : 125 k€, +5% (inflation +2 pts – facteur énergie) • Autres charges : + 3% (inflation) | |
| Charges de personnel | <ul style="list-style-type: none"> • Montant CA prev 2023 : 727 k€, +3% par an (inflation) | |
| Dotations aux amortissements | <ul style="list-style-type: none"> • Montant 2023 : 594 k€ ; échéancier transmis • Nouveaux équipements : dotations calculées (camions 7 ans et travaux déchèteries, 15 ans) – dans le cas d'espèce l'amortissement des nouveaux camions compensera en partie la fin d'amortissement des camions actuels | |
| Autres charges | <ul style="list-style-type: none"> • Charges financières : 39 k€ en 2023 ; échéancier de la dette transmis ; nouveaux emprunts : taux de 4% sur 15 ans (taux fixe) • Charges exceptionnelles : 2 k€ | |
| Recettes d'exploitation | Hypothèses proposées | |
| Produit des services | <ul style="list-style-type: none"> • Redevance (REOM) : 3 259 k€ en 2023 ; en 1^{ère} hypothèse : +5% par an (tarif – base de facturation stable) • Vente de produits et de marchandises : 293 k€ en 2023 ; -2% par an (baisse tendancielle des prix) | |
| Subventions D'exploitation | <ul style="list-style-type: none"> • Participation des éco organismes : 472 k€ en 2023 ; stable en 2024, nouvel éco-organisme – déchets du bâtiment = recette supplémentaire (50 k€ en 2024, 100 k€/an les années suivantes) | |
| Autres produits | <ul style="list-style-type: none"> • Reprises des subventions au compte de résultat : 28 k€ en 2023 - échéancier transmis | |



Hypothèses prospectives

| Dépenses d'investissement | Hypothèses proposées |
|-------------------------------|--|
| Charge de la dette en capital | <ul style="list-style-type: none"> Echéancier de la dette au 1^{er} janvier 2024 Nouveaux emprunts : échéancier sur la base d'un taux de 4% sur 15 ans |
| Dépenses d'équipement | <ul style="list-style-type: none"> Programmation pluriannuelle des investissements : dépenses récurrentes + opérations PPI (rénovation des déchèteries, programme de remplacement des camions – BOM et programme - points d'apport volontaire) Des coûts induits en exploitation pourront être ajoutés : dotations aux amortissements en particulier |
| Autres | <ul style="list-style-type: none"> Reprise des subventions d'investissement au compte de résultat (cf. recettes d'exploitation) |
| Recettes d'investissement | Hypothèses proposées |
| Recettes d'équipement | <ul style="list-style-type: none"> Cf. PPI Subventions : données par opération (a priori 0 pour les opérations PPI) Emprunts : volume global calculé afin d'équilibrer a minima le résultat du CA prévisionnel |
| Autres | <ul style="list-style-type: none"> Amortissement des immobilisations : cf. dépenses d'exploitation |

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS (FONCTIONNEMENT) ET DE PROGRAMMATION (INVESTISSEMENTS) ET LES CRÉDITS DE PAIEMENTS

BUDGET ANNEXE OM

| Autorisation de Programme (AP) | | | | | Crédit de paiement (CP) | | |
|-------------------------------------|----------|-----------------------------|-------------|-----------------------------|-------------------------|--------------------|--------|
| libellé | Compte | Montant HT au 01-01-2023 | Révision | Montant HT au 01-01-2024 | CP2024 | CP2025 | CP2026 |
| Achat 3 camions (châssis et bennes) | art 2182 | - € | 1 302 000 € | 1 302 000 € | 722 000 € | 580 000 € | |
| Déchetteries - mise en conformité | art 2313 | - € | 3 756 000 € | 3 756 000 € | 1 037 000 € | 2 719 000 € | |
| Total Investissement | | - € | 5 058 000 € | 5 058 000 € | 1 759 000 € | 3 299 000 € | - € |

➔ PPI - OM

| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Dépenses d'investissement | 2 034 000 | 3 574 000 | 275 000 | 275 000 | 275 000 | 275 000 |
| récurrent | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 |
| renovation des déchèteres | 1 037 000 | 2 719 000 | | | | |
| camions | 722 000 | 580 000 | | | | |
| points d'apport volontaire | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 |
| Recettes d'investissement - dont subventions | - | - | - | - | - | - |
| renovation des déchèteres | | | | | | |
| camions | | | | | | |
| points d'apport volontaire | | | | | | |
| Charges induites en exploitation | - | 103 143 | 373 800 | 373 800 | 373 800 | 373 800 |
| amortissements - déchèteries | | | 187 800 | 187 800 | 187 800 | 187 800 |
| amortissements - nveaux camions | | 103 143 | 186 000 | 186 000 | 186 000 | 186 000 |

**Augmentation de REOM 2024 : +10%,
soit 3 520 k€ au lieu de 3 200 k€
(+ 320 k€)
149€ => 164€ pour les ménages**

Résultats - OM
Échéancier sans étalement de la PPI – hausse de la redevance de 10% en 2024 et 4% par an les années suivantes

| | 2023 prev | 2023 CAp | ev 23-32 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---------------------------------|------------------|------------------|----------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Soldes de gestion | | | | | | | | | |
| Excédent brut de fonctionnement | 298 526 | 643 721 | | 788 838 | 870 822 | 851 664 | 831 265 | 814 930 | 797 030 |
| CAF brute | 178 355 | 600 159 | | 733 869 | 804 090 | 672 720 | 668 759 | 666 074 | 660 928 |
| CAF nette | - 179 145 | 242 844 | | 430 231 | 523 928 | 424 132 | 535 480 | 584 717 | 579 571 |
| Encours de dette | 2 290 103 | 1 560 288 | | 2 245 267 | 4 947 012 | 4 427 166 | 4 011 779 | 3 637 030 | 3 250 545 |
| Dette / CAF brute | 12,8 | 2,6 | | 3,1 | 6,2 | 6,6 | 6,0 | 5,5 | 4,9 |
| Equilibre réel oui / non | oui ! | oui ! | | oui ! | oui ! | oui ! | oui ! | oui ! | oui ! |

Les principaux résultats :

- la PPI est fortement concentrée sur les années 2024 et encore davantage 2025, ce qui aboutit à un volume nécessaire d'emprunt important (malgré l'affectation en réserves de 50% du résultat d'exploitation de n-1 les deux premières années)
- La hausse de la redevance doit donc être forte pour compenser la stagnation des recettes d'exploitation (produits et soutiens) face à la forte hausse des charges, mais aussi pour financer la charge de la dette qui augmente ; à noter que le résultat d'exploitation diminue tendanciellement.
- A contrario, un excédent d'investissement se constitue en seconde partie de la période : les dépenses sont inférieures aux recettes annuelles (amortissements)
- Un enjeu : conserver un résultat d'exploitation reporté pour faire face aux incertitudes (limiter le besoin de financement d'investissement sera donc très important) mais aussi un fonds de roulement permettant une autonomie financière du budget (trésorerie spécifique du budget).

8. PROSPECTIVE BUDGET ANNEXE MOBILITE

Hypothèses prospectives – budget Mobilité

| Dépenses d'exploitation | Hypothèses proposées | 2024 |
|-------------------------------------|---|------|
| Charges à caractère général | <ul style="list-style-type: none"> • Contrats de prestation : 2 833 k€ en 2024, +5% par an (impact énergie) • Locations : 45 k€, +3% par an • Études et recherches : 120 k€/an • Autres : 30 k€ | |
| Charges de personnel | <ul style="list-style-type: none"> • 2024 : 141 k€, 169 k€ en 2024, +3% par an (inflation) les années suivantes | |
| Dotations aux amortissements | <ul style="list-style-type: none"> • Pas d'investissement (portés par le Budget principal) = pas de dotations | |
| Autres charges | <ul style="list-style-type: none"> • Frais – ligne de trésorerie: 5 k€/an | |
| Recettes d'exploitation | Hypothèses proposées | |
| Produit des services | <ul style="list-style-type: none"> • Locations diverses : 20 k€, -2% par an • Remboursement de frais ;20 k€, stables | |
| Subventions D'exploitation | <ul style="list-style-type: none"> • Etat : 150 k€ en 2024, 287 k€ les années suivantes • Région : 185 k€ par an • Communes : 1 885 k€ (ce montant a vocation à évoluer tous les ans sauf à voir la subvention du budget général CCVT augmenter davantage et/ou les dépenses diminuer) • Subvention covoiturage : 35 k€ en 2024 et 17,5 k€ en 2025 • Subvention d'équilibre : 1 000 k€ en 2024, +5% par an les années suivantes | |
| Autres produits | <ul style="list-style-type: none"> • Diverses : 1 000 € | |

Résultats – budget Mobilité

Evolution de la subvention d'équilibre : 1 M€ en 2024, +5% par an les années suivantes

| | 2023 CAp | ev 23-32 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---------------------------------|-----------|----------|---------|---------|--------|--------|----------|----------|
| Soldes de gestion | | | | | | | | |
| Excédent brut de fonctionnement | - 359 828 | | 165 872 | 104 778 | 68 474 | 29 736 | - 11 586 | - 55 649 |
| CAF brute | - 359 628 | | 161 072 | 99 978 | 63 674 | 24 936 | - 16 386 | - 60 449 |
| CAF nette | - 359 628 | | 161 072 | 99 978 | 63 674 | 24 936 | - 16 386 | - 60 449 |

Les marges de manœuvre du budget sont limitées mais l'enjeu réside ici dans son équilibre budgétaire en exploitation (pas de section d'investissement).

La hausse anticipée des contrats portés par le budget annexe génère un besoin de financement en exploitation qui doit être couverte par les participations (qui proviennent pour près de 90% des communes et du budget principal CCVT).

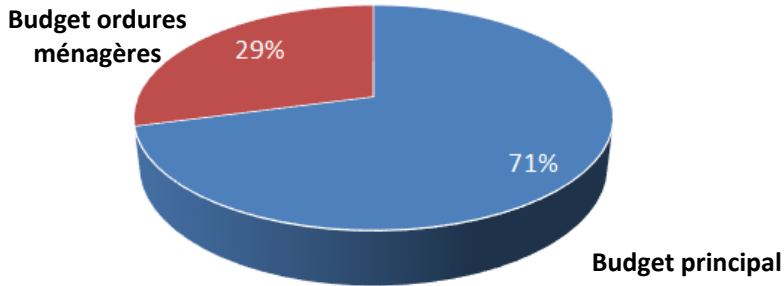
9. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES



Au regard des orientations budgétaires, voici quelques données relatives à la structure de la dette de la CCVT, sur la base des données à fin 2023 :

- **L’encours de la dette et l’évolution prévisionnelle du besoin de financement :**
 - L’encours de la dette de la CCVT se montera au 1^{er} janvier 2024 à 5 351 746 euros, se décomposant ainsi entre les 2 budgets :

Encours de la dette CCVT au 1/1/2024



- L’intégralité de cette dette a été contractée à taux fixe et est classée A au titre de la charte Gissler (évaluation du niveau de risque associé à la dette)

- **Evolution prévisionnelle de l’encours de la dette pour les différents budgets (dette au 1/1/)**

| | Encours de dette au 1/1 - budget principal | Encours de dette au 1/1 - budget OM | TOTAL |
|------|--|-------------------------------------|-----------|
| 2024 | 3 791 458 | 1 560 288 | 5 351 746 |
| 2025 | 3 519 283 | 1 289 618 | 4 808 901 |
| 2026 | 3 239 570 | 1 034 644 | 4 274 214 |
| 2027 | 2 952 117 | 804 179 | 3 756 296 |
| 2028 | 2 656 591 | 683 435 | 3 340 026 |
| 2029 | 2 352 717 | 612 248 | 2 964 965 |
| 2030 | 2 039 982 | 540 043 | 2 580 024 |
| 2031 | 1 718 073 | 466 804 | 2 184 876 |
| 2032 | 1 398 963 | 392 516 | 1 791 478 |
| 2033 | 1 133 672 | 332 384 | 1 466 056 |
| 2034 | 967 861 | 276 396 | 1 244 257 |
| 2035 | 820 735 | 219 484 | 1 040 219 |
| 2036 | 672 600 | 161 632 | 834 232 |
| 2037 | 523 448 | 102 825 | 626 273 |
| 2038 | 373 271 | 46 563 | 419 834 |

Au regard des orientations budgétaires, voici des données relatives aux effectifs et à la structure des charges de personnel

- Structure des effectifs à fin 2023 : 53 postes pourvus (52,1 ETP)
- Structure de la masse salariale 2023 (CA prévisionnel)

- Le temps de travail des agents peut être hétérogène :
 - 35 heures pour 19 agents (dont 4 annualisés et 2 sur 4,5 jours)
 - 37h30 pour 15 agents (dont 3 sur 4,5 jours)
 - forfait cadre pour 19 agents (dont 3 sur 4,5 jours) pour les cadres A ou les agents faisant office de cadre A, conformément aux fiches de poste)

| Filière | Statut | Grade | Postes Pourvus | ETP Pourvu |
|----------------------|-------------|-------|----------------|-------------|
| Administrative | Titulaire | A | 3 | 3 |
| Administrative | Titulaire | B | 4 | 3,8 |
| Administrative | Titulaire | C | 9 | 8,5 |
| Administrative | Contractuel | A | 4 | 4 |
| Administrative | Contractuel | B | 3 | 3 |
| Administrative | Contractuel | C | 0 | 0 |
| TOTAL | | | 23 | 22,3 |
| Technique | Titulaire | A | 2 | 2 |
| Technique | Titulaire | B | 6 | 6 |
| Technique | Titulaire | C | 13 | 13 |
| Technique | Contractuel | A | 2 | 2 |
| Technique | Contractuel | B | 1 | 1 |
| Technique | Contractuel | C | 5 | 5 |
| TOTAL | | | 29 | 29 |
| Médico-Social | Titulaire | A | 1 | 0,8 |
| TOTAL | | | 1 | 0,8 |
| TOTAL GENERAL | | | 53 | 52,1 |

| | montants 2023 |
|--|--------------------|
| Personnel extérieur | 52 828 € |
| Rémunérations - personnel titulaire | 714 749 € |
| Rémunérations - personnel non titulaire | 365 529 € |
| NBI, supplément familial de traitement et indemnité de résidence | 10 356 € |
| Autres indemnités | 384 117 € |
| Charges sociales | 636 480 € |
| Autres | 838 067 € |
| TOTAL | 3 002 126 € |

A noter :

- La CCVT pourrait percevoir en 2023 des atténuations de charges pour un montant de 51 500 €
- La CCVT a également comptabilisé des participations pour le financement des emplois subventionnés à hauteur de 537 700 € (notamment pour les chantiers d'insertion, qui génèrent par ailleurs de produits de prestations)
- Les budgets annexes remboursent au budget principal des charges de personnel pour un montant total de 850 754 € (art 70841)